

LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 129

LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 JUIN 2006

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

L'odeur de l'amour

Comme les fourmis, les humains succombent aux effluves que libèrent leurs semblables



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PAULINE GRAVEL

Comme les fourmis qui s'en servent pour communiquer entre elles et les papillons pour attirer leur partenaire sexuel, les humains aussi succombent aux effluves que libèrent leurs semblables. Même à des concentrations imperceptibles, les odeurs humaines provoqueraient des effets subliminaux chez l'*Homo sapiens*. Ce dernier serait même beaucoup plus sensible à ce qu'on appelle les phéromones qu'aux odeurs courantes de notre environnement.

Que sont les phéromones? Il s'agit de signaux chimiques sans odeur détectable qui sont émis par un individu et qui induisent un comportement particu-

lier ou une réponse physiologique spécifique chez celui qui les perçoit, le plus souvent à son insu.

Certaines observations en suggèrent fortement l'existence chez l'humain. La plus connue d'entre elles est celle de femmes vivant ensemble qui en viennent à ovuler et à avoir leurs menstruations simultanément. Pour les scientifiques, il est tout de suite apparu évident que cette synchronisation du cycle menstruel survenait sous l'influence de phéromones. La psychologue Martha McClintock, de l'Université de Chicago, l'a par la suite confirmé par une expérience où les sécrétions prélevées aux aisselles d'une femme avant et pendant son ovulation pouvaient raccourcir ou accélérer le cycle ovarien de celle qui les humait.

Plus récemment, le groupe de Martha McClintock démontrait que des concentrations infinitésimales d'androstadiénone (AND), une phéromone masculine qui est présente dans la sueur, l'urine, le sang et le sperme des hommes, modifiait l'humeur des femmes, élevait leur niveau d'attention et accroissait leur rythme cardiaque, leur température corporelle et leur transpiration.

Johan Lundström a pour sa part remarqué au cours de son doctorat à l'Université d'Uppsala, en Suède, que ces réactions comportementales et physiologiques ne survenaient que si l'expérimentateur était un homme. «Chez les animaux, les phéromones

VOIR PAGE A 9: AMOUR

■ L'odeur, un sens négligé mais performant, à lire en page A 8

GAZA

Israël tue sept civils palestiniens en pique-nique sur une plage

Le Hamas met fin à sa trêve

■ À lire en page A 10

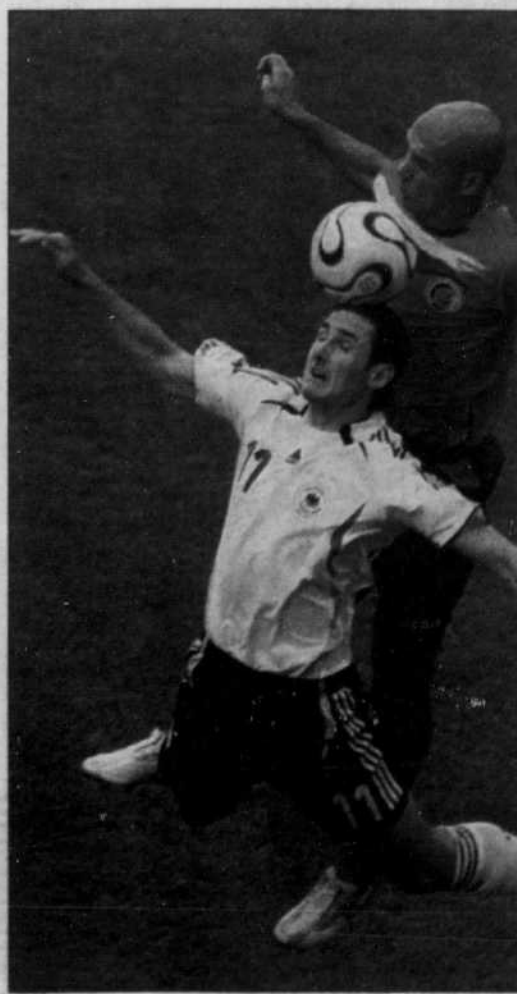


INDEX

Actualités.....	A 5	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 10	Monde.....	A 10
Avis publics.....	C 7	Mots croisés.....	C 7
Bourse.....	C 4	Météo.....	C 7
Carrières.....	C 6	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 10	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 8
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	C 7

LA COUPE DU MONDE VOUS PARLE

La Mercedes s'est emballée

ROBERTO SCHMIDT AGENCE FRANCE-PRESSE
L'Allemand Miroslav Klose (maillot blanc) a été la grande vedette du match inaugural en marquant deux buts.

Avant, c'était le champion en titre qui donnait le coup d'envoi à la Coupe du monde de football, mais les choses ont bien changé. Le champion en titre n'est même plus qualifié d'office. Seul le pays hôte possède désormais ce privilège. C'est donc l'Allemagne qui, en ce 9 juin au FIFA WM-Stadion de München, faisait les frais du lever de rideau, comme on dit dans le monde passionnant de la décoration.

D'ordinaire, les matchs inauguraux ne cassent pas des briques. Le favori n'a pas encore acquis sa pleine cohésion et a peur de trébucher sous les yeux du milliard de fidèles réunis devant leur poste. Il a donc tendance à jouer un peu fessier, surtout qu'il fait généralement face à un adversaire pas trop menaçant. Avec la Mannschaft, de toute éternité plus soucieuse de résultat que de spectacle, et le Costa Rica, en constante progression depuis dix ans mais encore à quelques pas de l'élite mondiale, on pouvait s'attendre à un exercice de rodage.

Ah là là. Fallait pas être dans la file au comptoir pour acheter une

VOIR PAGE A 12: COUPE

Orford: la région doit décider

L'apparence de favoritisme refait surface

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Afin d'écartier définitivement tout soupçon de favoritisme dans le dossier d'Orford, il faudra vraiment laisser les gens de cette région décider du projet qui sera réalisé au pied de la montagne, juge le préfet de la MRC de Memphrémagog, Roger Nicolet. «Si le ministre [Claude Bécharde] donne effectivement suite à ce qu'il m'a indiqué verbalement [c'est-à-dire que la région ferait son choix], il aura fait un grand pas pour nettoyer ces soupçons», a déclaré M. Nicolet hier au *Devoir*.

L'apparence de favoritisme dans le dossier d'Orford, déjà signalée à plusieurs occasions depuis l'envennement du dossier, fin février (au moment du renvoi de Thomas Mulcair), est revenue à l'avant-plan hier en raison d'un article du *Globe and Mail*. Le texte révélait des détails de procès-verbaux de la compagnie Intermont (devenue Mont-Orford inc. depuis), laquelle exploite actuellement le centre de ski et le terrain de golf situés dans le parc national.

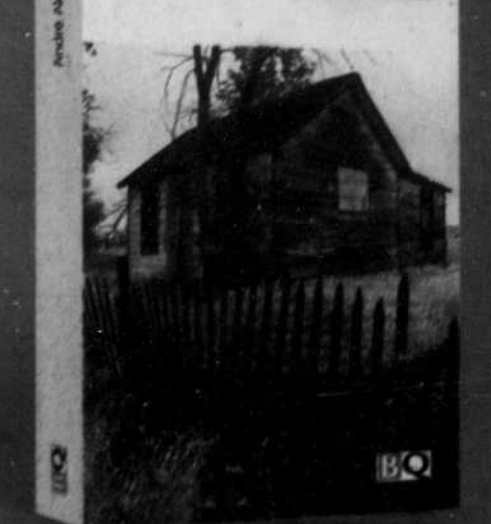
Les informations inédites indiquaient qu'en 2003, après l'élection de Jean Charest, l'ancien ministre libéral Paul Gobeil avait fortement accru, par le truchement d'une compagnie à numéro, le nombre d'actions de Mont-Orford inc. qu'il détenait, jusqu'à 77 % en septembre 2003. Aujourd'hui, il en détiendrait jusqu'à 90 %. En 1998, M. Gobeil a présidé la campagne de financement de Jean Charest lorsqu'il est passé du Parti conservateur du Canada au Parti libéral du Québec.

On apprenait aussi dans l'article du *Globe* que l'entreprise aurait fait des profits de novembre 2003 à mars 2004 et de novembre 2002 à mars 2003. Aussi, les propriétaires de l'entreprise prévoyaient de faire un profit d'environ quatre millions en 2004. Ces chiffres ne concordent pas avec ceux du gouvernement, qui argue de la non-rentabilité de l'entreprise pour vendre une partie du parc national.

Après avoir pris connaissance de cet article, le

VOIR PAGE A 12: ORFORD

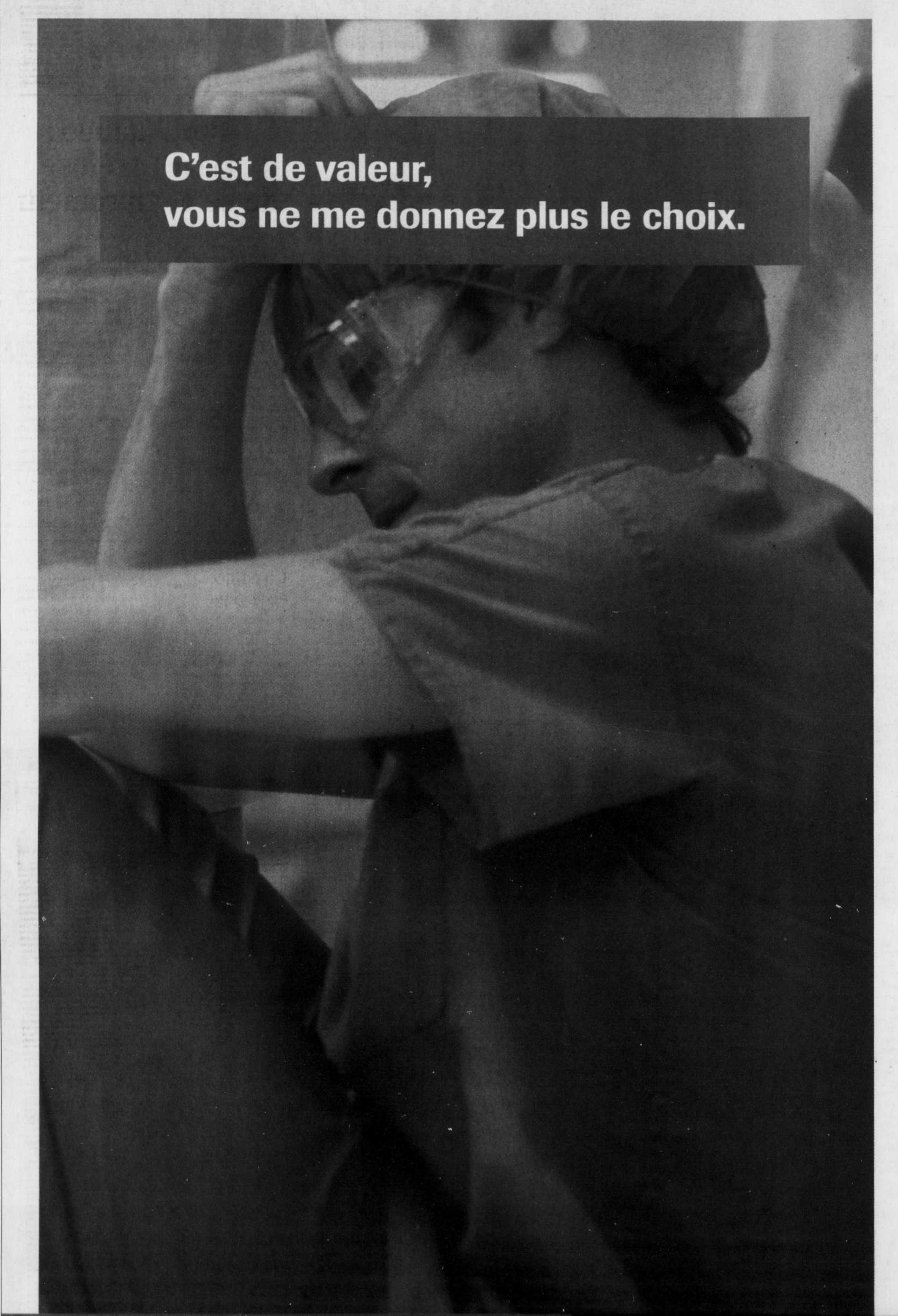
BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE.

Jean-Marie Poupart
L'accident du rang
Saint-Roch

Un accident prémédité?

96 pages • 8,95 \$

www.livres-bq.com

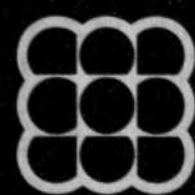


**C'est de valeur,
vous ne me donnez plus le choix.**

Au Québec, on dirait que le gouvernement fait exprès
et veut nous voir ailleurs.

Par son intransigeance et sa vision à court terme,
le gouvernement, malgré la pénurie, pousse à l'exode
les médecins spécialistes.

En fin de compte, c'est de valeur pour tout le monde.



FÉDÉRATION
DES MÉDECINS
SPÉCIALISTES
DU QUÉBEC

Des gens de valeur

www.fmsq.org

POLITIQUE

**Bijouterie
Gambard**
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Plan de lutte contre les maladies nosocomiales

Couillard veut réduire du tiers le nombre de patients qui tombent malades à l'hôpital

JOCELYNE RICHER

Québec — Il n'est pas normal de contracter une infection pendant un séjour à l'hôpital. C'est pourquoi le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a préparé un plan d'action visant à réduire de 30 %, d'ici trois ans, le nombre de cas d'infections nosocomiales contractées dans les établissements de santé du Québec.

En prime, si cet objectif est atteint, le gouvernement calcule qu'il économisera quelque 40 millions de dollars dans le budget annuel des hôpitaux, tout en libérant l'équivalent de 360 lits.

Les infections nosocomiales — les plus connues étant le *Clostridium difficile* (ou *C. difficile*) et le SARM — se contractent en milieu hospitalier ou en centre d'hébergement et représentent un casse-tête pour les autorités car elles résistent aux traitements antibiotiques.

Ces infections, qui s'attaquent en priorité aux personnes âgées, ne sont pas à prendre à la légère; à elle seule, la bactérie *C. difficile* a été associée au décès de plus de 200 personnes ces dernières années. Dans certains cas, le taux de mortalité peut atteindre 10 % des patients touchés.

On évalue qu'entre 80 000 et 90 000 personnes sont atteintes d'une telle infection durant leur séjour à



Le lavage des mains contribue à réduire le nombre d'infections. ARCHIVES REUTERS

l'hôpital, soit 10 % des admissions.

À la suite de l'éclatement de cette bactérie, en 2003-04, Québec avait commencé à appliquer des mesures préventives — comme le simple fait de demander au personnel de se laver les mains fréquemment — qui ont permis de réduire de 40 % le nombre de cas.

Aujourd'hui, le gouvernement va plus loin, avec un plan d'action visant à s'attaquer aux différents types d'infections, pas seulement la *C. difficile*.

Le plan prévoit que les établissements de santé seront responsables d'appliquer des mesures d'hygiène strictes — dont le lavage fréquent des mains —, de même que d'assurer un meilleur contrôle de l'utilisation des antibiotiques. On veillera aussi à documenter périodiquement l'évolution des infections.

Des efforts seront consentis afin d'atteindre le ratio d'une infirmière en prévention pour 250 lits de soins de longue durée et d'une infirmière

pour 133 lits de courte durée.

Le ministre Couillard a indiqué que, malgré la victoire relative enregistrée avec la bactérie *C. difficile*, la bataille contre les infections nosocomiales n'était jamais gagnée, une nouvelle bactérie dont on ne connaît pas encore le nom pouvant apparaître n'importe quand.

«Il n'y a personne au monde qui peut prétendre sérieusement annuler complètement ou empêcher les infections nosocomiales», a-t-il fait valoir durant la conférence de presse, ajoutant qu'on pouvait cependant en réduire la portée.

Ces infections «ont toujours fait partie du milieu hospitalier, malheureusement, et de façon même plus constante, alors que les soins médicaux deviennent de plus en plus complexes et s'appliquent sur des personnes de plus en plus fragiles», a-t-il ajouté.

Comme il l'a déjà fait dans le passé, le ministre a demandé aux médecins de freiner leur ardeur à prescrire des antibiotiques pour tout et pour rien, un facteur contribuant à accroître la résistance des bactéries.

Pour le système de santé québécois, les infections nosocomiales représentent un coût de 180 millions de dollars par année, estime le gouvernement.

Presse canadienne

Péréquation: Harper refuse de se compromettre

Calgary — Le premier ministre Stephen Harper refuse toujours de dire si les revenus provenant du pétrole et du gaz feront partie du calcul de la prochaine formule de péréquation.

Tout au plus s'est-il contenté d'affirmer hier qu'il préférerait ne pas comptabiliser les revenus des ressources non renouvelables dans la prochaine réforme du système. Cette réforme attendue du programme fédéral de 11 milliards de dollars vise à réduire les disparités entre les provinces.

M. Harper a fait son bref commentaire au lendemain de la rencontre des premiers ministres des provinces à Edmonton pour discuter justement d'une nouvelle formule de péréquation. La rencontre n'a d'ailleurs pas permis de faire des progrès sur cette question.

Lors de cette rencontre, le premier ministre du Manitoba, Gary Doer, a qualifié d'anti-canadienne l'opposition des provinces riches à une hausse des

montants versés en péréquation.

M. Harper juge toutefois cette position intenable. «Je pense que les provinces peuvent différer d'opinion sur cette question et sur la façon d'établir les montants qu'elles demandent, a-t-il dit. Mais elles agiraient à l'encontre de la Constitution si elles s'opposaient catégoriquement à une hausse de leur contribution.»

Un rapport commandé par l'ancien gouvernement libéral et rendu public cette semaine recommande d'augmenter la contribution des provinces riches de près de 900 millions par année.

Le premier ministre Harper a été au moins clair sur un point, en réfutant les affirmations de certaines provinces voulant qu'un gouvernement conservateur ne touche pas aux revenus d'énergie dans le calcul de la péréquation. Selon lui, le rôle d'Ottawa dans ce dossier est de trouver un juste équilibre entre les volontés de chaque province.

Presse canadienne

EN BREF

Un édifice écologique

Le ministre des Travaux publics Michael Fortier a inauguré un édifice fédéral «écologique» hier à Montréal, soulignant du même souffle que le gouvernement conservateur avait fait plus pour contrer les changements climatiques au cours de ses quatre premiers mois que le gouverne-

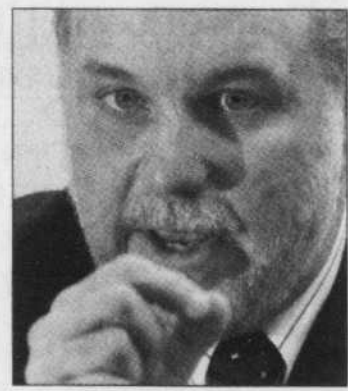
ment précédent au cours des dernières années. Cet édifice fédéral, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, répond aux exigences environnementales les plus élevées, a relevé le ministre Fortier. On y récupérera l'eau de pluie pour les toilettes; on y a déjà récupéré 100 % de l'acier de l'ancien édifice, 82 % du bois et 92 % de la brique. Il est chauffé et climatisé à l'énergie solaire et grâce à la géothermie. — PC

Reprise des négociations entre Québec et les médecins spécialistes

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les pourparlers entre le gouvernement et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ont pris hier une tournure jugée encourageante par les deux parties. Une conférence de presse du président de la FMSQ, qui s'appropriait à répondre à la menace d'une loi spéciale édictée par Québec cette semaine, a ainsi été annulée à la dernière minute afin de permettre la reprise des discussions, où Québec n'a toutefois pas bonifié son offre financière globale.

Selon la porte-parole de la FMSQ, Dominique Drouin, «des appels ont été faits» peu avant la conférence prévue et ont changé la dynamique des relations. «Le message [que devait émettre Yves Dugré, président de la FMSQ] ne cadrait plus», a-t-elle mentionné en fin de journée. Au moment de mettre sous presse, la rencontre entre les représentants des deux parties se poursuivait toujours. La reprise formelle des discus-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Philippe Couillard

sions, dans l'impasse cette semaine, se serait faite d'un commun accord devant la «volonté d'en arriver à une entente négociée» et d'éviter l'application d'une loi spéciale, a pour sa part indiqué Isabelle Merizzi, attachée de presse du ministre de la Santé, Philippe Couillard. Mercredi, M. Couillard avait précisé que Québec voulait régler coûte que coûte ce conflit d'ici la fin de la semaine prochaine, quitte à imposer une loi d'exception.

Le gouvernement n'a pas déposé de nouvelles offres hier: les discussions ont plutôt porté sur la répartition de l'enveloppe de 592 millions offerte par Québec aux spécialistes. Ce chiffre comprend l'augmentation salariale de 8 % d'ici 2010 (170 millions) et des «mesures ciblées» de 169 millions pour améliorer les soins et la pratique. Le reste est réservé pour soutenir l'arrivée de nouveaux spécialistes. L'augmentation de 8 % n'est pas flexible, a réitéré Isabelle Merizzi hier, mais le partage des deux autres enveloppes le serait.

La FMSQ n'a toujours pas digéré que le gouvernement refuse d'inclure une enveloppe consacrée au rattrapage salarial des spécialistes québécois par rapport à leurs collègues canadiens, point central de cette négociation selon Yves Dugré. Le salaire de ces der-

niers est de 10 à 38 % plus élevé que celui de leurs confrères québécois (232 000 \$ en moyenne au Québec, contre 342 000 \$ au Canada, d'après la fédération).

En 2003, Québec avait signé avec la FMSQ une lettre d'entente dans laquelle elle reconnaissait le problème et s'engageait à le corriger. Un processus de médiation est aussi prévu dans cette lettre. «Nous ne ferons pas la porte à la médiation, précise Mme Merizzi, mais il faut la reporter dans le temps, à un moment où ce sera possible [pour le gouvernement de payer].» Autant pour les spécialistes que pour les omnipraticiens (qui terminaient hier leur vote postal sur les dernières offres gouvernementales), Québec aimerait reporter les négociations sur le rattrapage en 2008.

Le Devoir

J'enrichis mes lectures

**Julie COUTURE
Sylvie MONETTE
Cathia RIOPEL**

J'ENRICHIS MES LECTURES
1^{re} à 4^e année
5 livrets par année

Des illustrations riches et colorées

Les éditions LA PENSÉE (514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Pas trop tard pour sauver des vies!

Deviens chercheur en sciences de la santé. Il n'est pas trop tard pour faire une demande d'admission.

ulaval.ca/sauverdesvies

UNIVERSITÉ LAVAL

Juin à Québec au PORT-ROYAL

Spécial 169\$

Séjour pour 2 pers.
Incluant : 2 petits déjeuners à la carte

LE PORT-ROYAL HÔTEL & SUITES

Validé jusqu'au 30 juin 2006

1 866 417-2777
www.hotelportroysuites.com

CÉGEP MARIE-VICTORIN

Expérience africaine

Vous avez le goût de vous engager dans une communauté africaine selon vos intérêts et vos champs d'expérience?

Le Centre Éducatif Inter-Âge et le Bureau de développement international du Cégep Marie-Victorin vous offrent l'opportunité de vivre une expérience unique!

Un séjour de 6 à 8 semaines au Bénin ou au Burkina Faso, de la mi-octobre à la mi-décembre 2006

Projet de bénévolat offert aux personnes de 50 ans et plus avec hébergement dans une famille d'accueil

Coût : 4 995 \$ (inclut : taxes, activités pré-départ, avion, hébergement, visa touristique, bref séjour à Casablanca)

RENSEIGNEMENTS : M^{me} Jocelyne Dionne (514) 278-3535, poste 232 ou sans frais : 1-800-700-0623

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Faites connaissance...

avec nos 30 programmes d'études

COMMUNICATION
Communication appliquée
Communication promotionnelle
Journalisme
Localisation
Publicité
Rédaction
Relations publiques
Traduction I et II

ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

GESTION
Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Gestion des services de santé et des services sociaux
Relations industrielles

INFORMATIQUE — modules

INTERVENTION
Criminologie
Droit
Intervention auprès des jeunes
Intervention en déficience intellectuelle
Petite enfance et famille
Toxicomanies
Violence, victimes et société

SANTÉ
Gérontologie
Santé communautaire
Santé et sécurité du travail
Santé mentale

CAMPUS • CAMPUS RÉGIONAUX • FORMATION À DISTANCE

AUTOMNE 2006

Renseignements
514 343 6090
1 800 363 8876

www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal

QU'EST-CE QUI NOUS REND SI FIERES ?



Les membres de la communauté universitaire félicitent les 9 825 diplômés de l'année 2005-2006

À l'occasion de la collation des grades, l'Université Laval souligne avec fierté la réussite de tous ceux et celles qui, par leurs efforts soutenus et leur détermination, ont obtenu leur diplôme.

- 3 312 diplômées et diplômés au doctorat, à la maîtrise et au diplôme de 2^e cycle
- 6 513 diplômées et diplômés au baccalauréat, au diplôme et au certificat de 1^{er} cycle

Par la même occasion, l'Université tient à rendre un hommage particulier à tous ceux et celles qui se sont illustrés au cours de l'année universitaire.

Médailles d'or de la Gouverneure générale

- Pierre Bolduc
Maîtrise en génie civil
- Blandine Nganso Njonou
Maîtrise en administration des affaires
- Madeleine Pastinelli
*Doctorat en ethnologie
des francophones en Amérique du Nord*

Médailles d'argent de la Gouverneure générale

- Maude Cantin-Drouin
Baccalauréat en service social
- Cynthia Boudrault
Baccalauréat en biochimie

Prix du Lieutenant-gouverneur du Québec

- Léonie Lemay
Baccalauréat en administration des affaires

Doctorats *honoris causa*

- Janette Bertrand
Auteure, animatrice et vulgarisatrice réputée
- Jody Deming
*Professeure à l'Université de Washington à Seattle
et présidente de l'International Arctic Polynya
Program de l'Arctic Ocean Sciences Board*
- Ernst von Glasersfeld
*Professeur-chercheur associé au Scientific Reasoning
Research Institute de l'Université du Massachusetts*
- Joseph Kruger II
*Président du conseil d'administration
et chef de la direction de l'entreprise Kruger*

www.ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL

ACTUALITÉS

Un des présumés terroristes voulait miser sur un éventuel effondrement boursier

Un attentat contre la Bourse de Toronto aurait pu rapporter gros

Toronto — L'un des 17 présumés terroristes arrêtés la semaine dernière à Toronto aurait cherché à profiter financièrement des attentats que le groupe préparait, écrivait hier le quotidien *Toronto Star*.

Citant des documents de la Couronne, le *Star* soutient que l'accusé Shareef Abdelhaleen cherchait un moyen de profiter des attentats par le biais de diverses transactions à la Bourse de Toronto. Selon ce scénario — qui n'a pas encore été prouvé devant le tribunal —, le présumé terroriste comptait sur une chute des marchés boursiers à la suite des attentats.

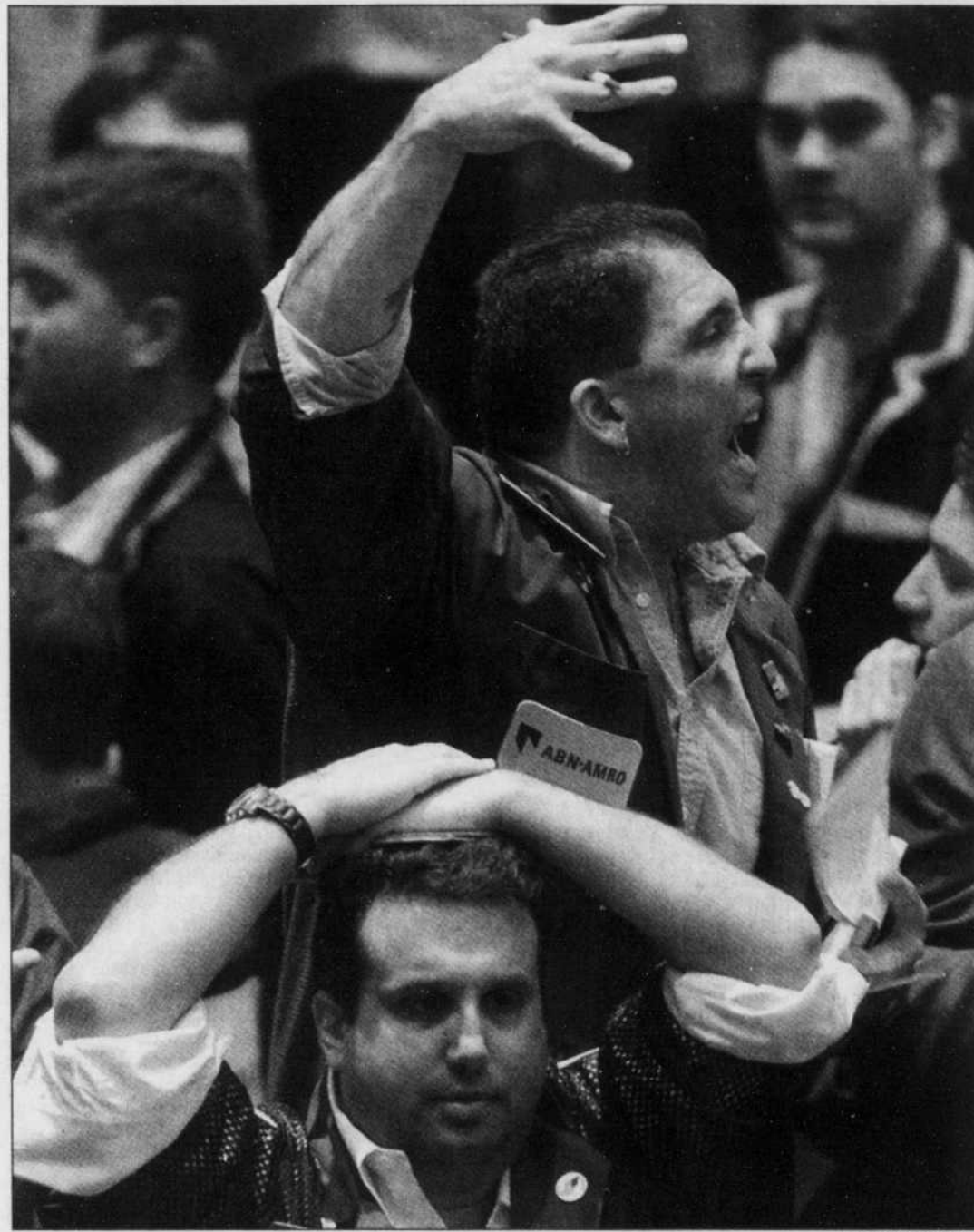
Le *Star* souligne que l'une des façons de tirer profit d'un éventuel effondrement des cours boursiers est de procéder à la vente à découvert de certaines actions. Cette opération consiste à vendre à un prix déterminé des actions ou d'autres titres financiers que l'on ne possède pas encore en espérant que leur valeur fléchisse pour qu'on puisse les acheter à un prix inférieur à celui qui a été préalablement établi avec le client.

La Bourse de Toronto est le principal marché financier au Canada et le troisième en importance en Amérique du Nord.

Selon des informations non confirmées, l'édifice de 36 étages qui abrite la Bourse de Toronto, en plein centre-ville, pourrait lui-même avoir été l'une des cibles des présumés terroristes.

Outre la Bourse, l'édifice abrite notamment des bureaux du ministère fédéral de la Justice, ainsi que ceux de l'agence de notation de crédit Standard & Poors et de la Financière Banque Nationale.

Dans un courriel transmis jeudi à ses locataires, le propriétaire de l'immeuble, Brookfield Properties, n'a pu confirmer que la Bourse avait été citée comme cible éventuelle du présumé groupe terroriste.



Un des présumés terroristes cherchait apparemment à tirer profit d'un effondrement des cours de la Bourse de Toronto qui aurait suivi un éventuel attentat.

Khadr pourra demander un passeport

La Cour fédérale a jugé invalide hier la décision du ministère canadien des Affaires étrangères de rejeter la demande de passeport présentée par Abdurahman Khadr pour des raisons de sécurité nationale.

M. Khadr vit au Canada et est un des quatre fils d'Ahmed Said Khadr, un terroriste d'origine égyptienne installé au Canada en 1977, tué au cours des dernières années au Pakistan et considéré comme un des membres fondateurs d'al-Qaïda.

La cour a statué qu'Abdurahman Khadr avait le droit que sa demande de passeport soit examinée par le Bureau des passeports en fonction de la loi telle qu'elle existait au moment où il a présenté sa demande.

La loi ne faisait alors pas men-

tion de la sécurité nationale comme motif de refus.

La cour a souligné aussi que le jeune homme n'a été accusé de rien au Canada ou ailleurs et qu'il n'a pas été reconnu coupable de quelque crime que ce soit.

Abdurahman Khadr, qui se sur-nomme lui-même «le mouton noir» de la famille Khadr, a été arrêté comme membre présumé d'al-Qaïda en novembre 2001, deux mois après les attentats du 11 septembre.

Il a été transféré à la prison américaine de Guantanamo Bay au début de 2003 et libéré en juillet 2003. Il est retourné au Canada en octobre de la même année.

Ses frères Abdullah et Omar ont tous deux été soupçonnés d'implication terroriste.

Presse canadienne

Chrétien commente la condamnation de Guité

Trois-Rivières — L'ancien premier ministre du Canada Jean Chrétien a commenté hier la condamnation de Charles Guité, reconnu coupable de cinq chefs d'accusation de fraudes dans le dossier des commandites.

Se réfugiant le plus souvent derrière son devoir de réserve pour éviter de commenter l'actualité politique, Jean Chrétien n'a pas paru trop étonné par la tournure que prend le scandale des commandites.

«Il a été reconnu coupable, ça finit là. Comme j'ai toujours dit, s'il y en a qui ont volé, qu'ils aillent en prison. C'est ce que j'ai dit il y a quatre ans, quand j'ai demandé à la police d'intervenir. C'est exactement la façon dont notre système doit fonctionner.»

En début de semaine, Charles Guité, ex-haut fonctionnaire fédéral, a été déclaré coupable de cinq accusations de fraude totali-

sant 1,2 million de dollars à la suite de cette affaire qui a accéléré la chute du gouvernement libéral. Sa sentence devrait être connue bientôt.

Ce dénouement provoque à peine un haussement d'épaules de la part de M. Chrétien, même si ces excès ont été commis pendant qu'il dirigeait le gouvernement.

M. Chrétien, accompagné de son épouse, faisait partie des quelque 400 personnes invitées hier à l'avant-première de l'exposition *Déroulement*, présentée par l'artiste chinois Cai Guo-Qiang et le Musée des beaux-arts du Canada à l'Espace Shawinigan.

Visiblement en grande forme, l'ex-premier ministre a pris quelques minutes pour bavarder avec les journalistes de la Mauricie à deux occasions, soit dès son arrivée et après sa visite.

Presse canadienne

Décoration intérieure

Résidentiel & commercial

- Moquette
- Prélat
- Carpettes
- Céramique
- Bois flottant
- Rideaux
- Ens. Douillette
- Couvre-Lit

CLAUDE BOUCHARD

Installation professionnelle

Montréal 514 231-8677



Alain MESSIER
DICTIONNAIRE
ENCYCLOPÉDIQUE ET
HISTORIQUE DES
COUREURS DES BOIS

Pour découvrir l'origine mystérieuse des Amérindiens.

512 pages - 21,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

SOLDE PRINTEMPS-ÉTÉ
25% à 50% de rabais sur une sélection de marchandises.

OGILVY enfants

BOULANGERIE AU 4^e ÉTAGE

Sainte-Catherine O., et de la Montagne
514.842.7711 poste 416
ogilvycanada.com

Boutique Courir
LONGUEUIL
1085, chemin Chambly (à deux pas du Cégep)
(450) 674-4436
MONTRÉAL
4452, rue Saint-Denis (près de Mont-Royal)
(514) 499-9600

Chaussures de course à pied pour hommes et femmes, disponibles en plusieurs largeurs

new balance

Gagnez un forfait gastronomique

avec la brochure *Sur la piste... des Saveurs et des bonnes Tables* Bas-Saint-Laurent Est-du-Québec

Une semaine pour deux personnes
Valeur de 1 500 \$
7 jours et 7 nuits comprenant hébergement, déjeuners et soupers. Ce forfait est offert par :

- Auberge Comme au premier jour à Saint-Pacôme
- Auberge du Chemin faisant à Cabano
- Auberge du Grand Fleuve à Méti-sur-Mer
- Le Fleur de lys à Cap-Chat
- Auberge La Maison William Wakeham à Gaspé
- Hôtel Manoir de Percé à Percé
- Hostellerie Baie Bleue à Carleton

Avec un panier de produits régionaux
Valeur de 200 \$
Offert par La Corporation des Saveurs du Bas-Saint-Laurent

Procurez-vous la brochure
Dans les bureaux d'information touristique du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie
Dans les attraits touristiques de ces régions
Dans les centres infotouristes de Montréal et Québec
Ou faites-en la demande à info@saveursbsl.com

Complétez et postez le coupon que vous trouverez dans la brochure. Aucun fac-similé accepté.

LES ACTUALITÉS

Protection des berges

Québec doit faire des exemples

«Démolissons quelques maisons dont les propriétaires défient les lois», suggère un spécialiste du droit environnemental

LOUIS-GILLES
FRANCEUR

Tant que Québec ne se substitue pas aux municipalités laxistes en matière de protection riveraine et qu'il ne forcera pas le déplacement ou la démolition de quelques maisons installées illégalement en rives pour faire un exemple, l'ensemble des promoteurs québécois — et des municipalités qui profitent fiscalement de leurs franges riveraines — continueront de ne pas tenir compte de la loi et des normes réglementaires.

C'est ce qu'a soutenu hier M^e Jean-François Girard, le directeur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), en entrevue au *Devoir* à la suite de la conférence qu'il présentait au colloque sur les lacs québécois à Sainte-Adèle.

«S'il faut en venir là, dit-il, eh bien, déplaçons ou démolissons quelques-unes de ces maisons dont les propriétaires défient les lois. Je n'ai pas de problème avec ça car je partage l'avis qu'exprimait l'ancien ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, quand il disait que ceux qui dérogent aux lois s'arrogent des avantages par rapport à ceux qui les respectent et que c'est inéquité

table, voire à la limite nuisible même envers eux.» M^e Girard indique même à l'action: au lac Taureau, à Saint-Michel-des-Saints.

Il est temps, poursuit le juriste, que les municipalités comprennent qu'en laissant tout faire dans les bandes riveraines des lacs et des cours d'eau, elles détruisent la valeur de leurs lacs et de leur patrimoine bâti à long terme. Ils sont nombreux, ces endroits où les vilégiateurs, qui ont construit une maison en profitant de ce laxisme, n'osent plus aujourd'hui mettre les pieds à l'eau et doivent absorber la perte d'évaluation qui résulte de leur propriété. Certains ont même commencé à construire des piscines dans la rive!

Présentement, seulement 14 % des municipalités du Québec se conforment aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), qui leur impose pourtant d'avoir intégré depuis des années dans leurs schémas d'aménagement les règles de protection riveraine édictées dans la Politique gouvernementale de 1996. Plus ridicule encore, 33 % du milieu municipal n'a pas encore intégré les règles de protection riveraines de la vieille politique de 1987 alors qu'elles en

ont l'obligation juridique, indiquait un bilan gouvernemental révélé par *Le Devoir* en mars 2005.

M^e Girard démolit carrément un mythe municipal selon lequel les vilégiateurs bénéficieraient de droits acquis pour les bandes riveraines déboisées avant l'entrée en vigueur des règlements de zonage municipaux. La protection intégrale des cinq premiers mètres de la rive est impérative partout au Québec, explique M^e Girard, à l'exception d'une fenêtre de cinq mètres au maximum sur le cours d'eau. En effet, la LAU, à son article 113, prévoit qu'une municipalité peut obliger par règlement de zonage — et la LAU lui fait l'obligation d'intégrer ces dispositions une fois incluses dans le schéma d'aménagement de la MRC — «tout propriétaire à garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres». C'est ainsi que la municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré prévoit dans son règlement de zonage que l'état naturel de la végétation doit être maintenu sur cinq mètres sur toutes les propriétés privées de son territoire.

En plus des dispositions de la LAU, qui imposent aux MRC d'intégrer les normes de la politique de protection riveraine à leurs schémas d'aménagement, le Ré-

glement d'administration du ministère de l'Environnement rend obligatoires, précise M^e Girard, les normes de la même politique sur tout le territoire du Québec. Et aucune municipalité, précise-t-il, ne peut exempter un citoyen par un permis de construire en rives à moins d'obtenir, en plus, un certificat d'autorisation de l'Environnement. Et ce double verrou légal, ajoute le juriste, fonde en réalité le pouvoir du ministère de contrôler l'action des municipalités et de se substituer légalement à elles advenant que celles-ci ne fassent pas respecter les normes.

Il n'y a non plus aucun droit acquis de polluer, précisait M^e Girard dans sa conférence, par une installation septique, même si celle-ci ne constitue pas une nuisance. Une municipalité qui ne fait pas respecter ou un individu qui ne respecte pas cette obligation s'expose, dit-il, à être poursuivi par des tiers ou obligé d'obtempérer par la Cour supérieure. Il résulte de cette obligation impérative qu'il devient impossible aujourd'hui de construire sur certains terrains parce que aucune installation septique appropriée n'y permet la moindre construction.

Le Devoir

L'opposition inutile



Gil Courtemanche

Revenant d'une semaine à l'étranger, je me suis mis à la lecture d'une pile de journaux pour apprendre ce qui s'était passé d'important dans mon pays durant mon absence. Les terroristes, bien sûr, bombe médiatique qui vient conforter les discours sécuritaires que tient le gouvernement Harper, comme le soulignait cette semaine Hélène Buzzetti. Perdue dans la masse des informations sur le complot, dont certains aspects semblent plus s'apparenter à de la mégalo-manie qu'à un projet structuré, une autre information importante: le budget Harper a été adopté mardi. La nouvelle a fait l'objet d'un très court article dans un seul quotidien montréalais, mais elle illustre, de manière presque caricaturale, la triste situation dans laquelle évolue la vie politique canadienne.

Le budget a été adopté sans opposition et sans que le Parti libéral et le NPD formulent quelque critique que ce soit ou expriment la moindre dissension. L'adoption en était assurée, car le Bloc avait annoncé son appui à ce budget, qui contredit presque toutes les positions de ce parti; mais de là à lui donner le feu vert dans un silence absolu, il y a une marge que cette opposition silencieuse et frileuse a franchie allègrement.

Durant la campagne électorale, les trois partis d'opposition ont battu en brèche les principales mesures comprises dans ce budget. La baisse de la TPS, le remplacement du financement public des garderies par un paiement direct aux parents, le refus de financer les programmes nécessaires à la lutte contre les changements climatiques et à l'application du protocole de Kyoto, l'absence de programmes de financement de l'accord de Kelowna sur les autochtones. Tout cela a été adopté à l'unanimité, même si ce sont des mesures qui changent radicalement le visage du pays et qui violent des engagements solennels.

En fait, le gouvernement Harper a très bien compris qu'il n'a pas d'opposition et qu'il peut gouverner à sa guise. On l'avait constaté lors de l'adoption des mesures visant à instaurer des peines fixes minimales pour les crimes commis avec des armes de poing et lors de la mise au rancart du Registre des armes à feu. On l'a vu aussi sur tout ce qui concerne l'environnement et les relations internationales. Ce gouvernement peut à sa guise, comme s'il détenait un mandat largement majoritaire, modifier toutes les positions traditionnelles du Canada, principes que partagent les trois partis d'opposition. Il sait que, pour des raisons strictement opportunistes et partisans, les trois partis ont accepté de donner presque un chèque en blanc à ce gouvernement pour s'occuper de leur propre avenir. Le

Bloc, encore sous le choc des gains conservateurs dans des bastions qu'il croyait imprenables, a démontré lors du débat sur le budget qu'il était prêt à tous les compromis et à tous les silences pour ne pas avoir à affronter les électeurs de nouveau. Les libéraux, qui attendent un sauveur, acceptent sans sourciller qu'on mette la hache dans des réalisations qu'ils trouvaient fondamentales, comme le programme national de garderies ou l'accord de Kelowna. Quant au NPD, il attend que les libéraux aient fait leur lit idéologique pour se positionner en conséquence. Ce qu'ont décidé les trois partis, c'est de mettre entre parenthèses la raison fondamentale pour laquelle ils ont été élus: représenter les citoyens et traduire en actes leur volonté et leurs opinions. Pour se refaire une santé, ils ont décidé de ne représenter à Ottawa qu'eux-mêmes et d'oublier leurs électeurs.

Nous allons donc vivre durant plusieurs mois dans une absence fondamentale de démocratie effective et dans une triste pièce de théâtre: les représentants des deux tiers de la population ont décidé de laisser gouverner comme bon leur semble ceux qui ne représentent qu'un tiers de la volonté populaire. Il n'y a pas d'opposition à Ottawa, juste des comédiens qui jouent des rôles de député. Cela donne une affligeante comédie.

Si on doutait encore que ce gouvernement minoritaire avait décidé de modifier radicalement les grandes orientations canadiennes dans les domaines de l'environnement ou des droits de la personne, une autre indication vient confirmer les pires craintes. Cette semaine, lors de la séance du comité parlementaire des Affaires autochtones, les cinq députés conservateurs se sont abstenus lorsque les six députés de l'opposition ont présenté une motion d'appui au projet onusien de Déclaration des droits des peuples autochtones. Ce texte, qui devrait être adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, fait l'objet de longues et complexes négociations depuis dix ans à Genève. Depuis quelques années, sous l'impulsion de Jean Chrétien puis de Paul Martin, le Canada a joué dans ces négociations un rôle prépondérant et a déployé tous ses efforts diplomatiques pour que cette Déclaration voie le jour. Depuis l'élection de janvier, le Canada fait partie des quelques pays qui tergiversent, ralentissent les négociations et créent des embûches, tout comme l'a fait Mme Ambrose à Berlin sur l'après-Kyoto. Le Canada s'est joint au camp du mentor politique de Stephen Harper, le premier ministre australien John Howard, premier homme d'Etat invité à s'adresser aux parlementaires canadiens. Le premier ministre australien a maintes fois déclaré que les autochtones ne possédaient ni droits historiques, ni droits territoriaux et que les groupes ou les nations autochtones n'existaient pas. Voilà qui sont nos nouveaux amis dorénavant.

Collaborateur du Devoir

Du benzène retrouvé dans peu de boissons gazeuses

FABIEN DEGLISE

Après la panique, la mise au point. Le spectre du benzène, ce composé chimique cancérigène qui peut se former parfois dans les boissons gazeuses, ne devrait pas inquiéter les consommateurs, a indiqué hier Santé Canada. L'organisme fédéral confirme, analyse en main, qu'une large majorité de ces boissons vendues au pays n'en contiennent pas et que les Canadiens ne risquent finalement qu'une fois sur 30 de tomber sur une canette contaminée à des niveaux nocifs pour la santé.

Sur 118 échantillons de boissons gazeuses passés au crible dans les laboratoires du ministère fédéral

de la Santé en avril dernier, quatre seulement contenaient des doses de benzène supérieures à la limite fixée par les autorités sanitaires canadiennes. Cette limite est de cinq microgrammes par litre d'eau potable, soit deux fois moins que celle admise par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les produits montrés du doigt sont quatre «Kool-Aid Jammers», de la compagnie Kraft Canada, présentés en différentes saveurs. La teneur en benzène détectée dans ces boissons variait de 15 à 23 microgrammes par litre.

Pour Santé Canada, ces prises ne devraient toutefois pas faire perdre de vue que la majorité des boissons gazeuses vendues au

pays ne contiennent tout simplement pas de benzène. Selon l'analyse menée par Santé Canada, 61 % des produits testés n'affichent aucune trace de ce cancérigène. Du benzène se retrouve par ailleurs dans un tiers des échantillons, à des niveaux à peine détectables ou encore largement inférieurs aux normes d'exposition canadiennes, indique le rapport d'analyse rendu public hier à Ottawa.

Décelé pour la première fois dans des boissons gazeuses au début des années 90, le benzène est produit par l'interaction entre l'acide ascorbique et le benzoate de sodium ou le benzoate de potassium (des agents de conservation très prisés par l'industrie

agroalimentaire), et ce, en présence de «chaleur, de lumière ultraviolette et d'ions métalliques dans le mélange», rappelle Santé Canada.

À la suite de cette découverte, l'organisme fédéral avait alors sensibilisé l'industrie afin qu'elle modifie ces méthodes de production en vue de réduire ou d'annihiler la formation de benzène dans ses boissons gazeuses. Confrontées au même problème, les autorités américaines, australiennes et anglaises en avaient fait autant, et leur démarche semble avoir porté fruits. «Leurs propres études sont arrivées à des conclusions similaires [à la nôtre]», indique le ministère fédéral.

Le Devoir

EN BREF

Le FRAPRU appelle à l'aide

La pénurie de logements à beau se résorber, le Front d'action populaire en réaménagement urbain craint que des ménages ne peinent à se loger le 1^{er} juillet prochain et invite Québec à leur venir en aide en octroyant des suppléments au loyer d'urgence. Contrairement aux années précédentes, Québec n'a pas débloqué de nouveaux fonds pour allouer de nouvelles unités de suppléments au loyer, qui font en sorte que les locataires ne déboursent pas plus du quart de leur revenu pour se loger. Quelque 250 subventions seront néanmoins disponibles en cas de be-

soin à même les unités dégagées au cours des dernières années. Le FRAPRU craint cependant que Québec n'applique des règles très sévères pour décider qui aura droit à ces subventions, en les allouant uniquement aux familles avec enfants, aux assistés sociaux ayant des contraintes sévères à l'emploi et aux ménages victimes d'une reprise de logement ou d'une éviction pour logement insalubre. Au gouvernement du Québec, on ne peut préciser quels critères seront appliqués pour accorder ces 250 unités. «Nous réitérons l'engagement ferme que personne ne sera laissé à la rue», a cependant fait valoir l'attaché de presse de la ministre des Affaires municipales, Jonathan Trudeau. — *Le Devoir*

Pas trop tard pour se mouiller!

Deviens ingénieur des eaux. Il n'est pas trop tard pour faire une demande d'admission.

ulaval.ca/semouiller

UNIVERSITÉ LAVAL

ROLEX

OYSTER PERPETUAL LADY-DATEJUST

EVEREST

CHERBAKA

Joaillerie - Réparations Depuis 1950

8910, boulevard Lajeunesse
Montréal (514) 388-5358

Presses de l'Université du Québec

Les défis du développement de la Chine au XXI^e siècle

L'éveil du dragon

Les défis du développement de la Chine au XXI^e siècle

Prix du livre d'affaires 2006

Le réveil de la Chine fascine, inquiète. Sa croissance économique vive et rapide déstabilise les relations sociales, remet en cause les rapports entre les villes et les campagnes et bouscule les liens établis avec les pays voisins. L'émergence d'une classe moyenne nombreuse et l'adoption de réformes économiques favorisent l'apparition de problématiques sociales et politiques inédites pour les Chinois. Comment la Chine réagira-t-elle devant la complexité de tous ces changements?

Sous la direction de Frédéric Lasserre

Commandez en ligne et économisez 10%

www.PUQ.ca

• LES ACTUALITÉS •

Un nouveau groupe de défense du français voit le jour

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Un tout nouvel organisme, le Mouvement Montréal français (MMF), verra le jour demain pour raviver le débat linguistique et contrer la «bilinguisation» de Montréal.

Un rassemblement se tiendra demain après-midi à l'UQAM, où on attend entre 200 et 400 personnes, afin de jeter les bases de ce nouvel organisme. On retrouve notamment, parmi les membres-fondateurs, l'écrivain Yves Beauchemin, la députée bloquiste Maria Mourani, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Jean Dorion.

«Il y a une sorte de tabou autour de la langue», déplore le porte-parole du groupe, Mario Beaulieu, qui prend à partie la présumée «paix linguistique». Il estime que Montréal est en proie à une véritable «bilinguisation», alors que 56 % des transferts linguistiques des allophones se font vers l'anglais.

Le MMF note une tendance au sein des différents arrondissements à offrir des services en anglais, même lorsqu'ils n'ont pas le statut d'arrondissement bilingue. «On voit fréquemment des dépliant en anglais sur les présentoirs. [...] Normalement, tous les documents devraient être envoyés uniquement en français et une version anglaise peut être disponible sur demande», fait valoir M. Beaulieu en s'appuyant sur la politique linguistique

du gouvernement du Québec.

Des autocollants seront d'ailleurs distribués demain afin d'agrémenter les vitrines des lieux où l'usage du français laisse à désirer.

Le nouveau mouvement entend faire une tournée des cégeps et des universités cet automne pour sensibiliser les jeunes à l'importance du français. «Cette génération de jeunes n'a jamais connu les débats linguistiques», observe M. Beaulieu, qui espère ainsi ramener la question de la langue à l'avant-scène.

Le MMF prévoit aussi mener une campagne de sensibilisation auprès des Montréalais pour les inciter à exiger l'usage du français dans les services publics et les commerces et pour les convaincre de s'adresser à leurs concitoyens d'origines diverses dans la langue de Molière. «Si on parle anglais chaque fois qu'on entend un accent, on n'aide pas les nouveaux arrivants à apprendre la langue. Parler en français, c'est aussi une façon d'accueillir les immigrants», poursuit M. Beaulieu.

On s'attaquera dans un deuxième temps au bilinguisme, voire à l'unilinguisme anglais, dans les milieux de travail. M. Beaulieu souligne d'ailleurs que le bilinguisme exigé par plusieurs employeurs nuit aux immigrants venus de pays du Maghreb ou d'autres pays francophones, qui ont précisément choisi le Québec parce qu'il s'agit d'un État francophone.

Le Devoir

La bonne société... secrète

Les riches et les puissants de ce monde se réunissent une fois l'an, à l'abri des regards, pour discuter des grands enjeux de la planète

BILDERBERG

C'est un peu comme le tournoi de golf annuel des maîtres du monde. Et, cette année, l'événement revient au Canada après dix ans d'absence. Dans un chic hôtel d'Ottawa transformé en bunker pour l'occasion, les membres du très sélect groupe Bilderberg se rencontrent à huis clos pour parler des enjeux de la planète. Mais comment se déroulent ces réunions? Qui est de la partie? Et pourquoi? Chronique de la bonne société... secrète.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Ils ont commencé à arriver jeudi après-midi. Des voitures noires aux vitres teintées faisaient la navette entre l'aéroport d'Ottawa et le très chic hôtel Brookstreet, à Kanata, en banlieue de la capitale fédérale. Plusieurs véhicules arboraient discrètement la lettre «B» sur leur tableau de bord, ce qui permettait à l'imposant service de sécurité privé de reconnaître les invités.

C'est que les 120 à 130 personnes triées sur le volet du groupe Bilderberg — dont seulement une poignée de femmes — qui participent à cette réunion jusqu'à dimanche midi n'ont rien du bauda ordinaire. La firme Globe Risk, qui compte dans ses rangs d'anciens militaires, policiers et agents du contre-espionnage, a été retenue pour l'occasion.

Dès 8h30 jeudi matin, l'hôtel a été vidé de ses occupants réguliers pour faire place au gratin mondial de la politique et de la finance. Toutes les voitures du stationnement qui n'avaient rien à voir avec la rencontre ont été remorquées tandis qu'on a bloqué l'entrée du site avec des barrières métalliques. Hier, quelques curieux se massaient à l'extérieur du périmètre et faisaient un brin de causerie avec les «chasseurs de Bilderberg», ces journalistes-cinéastes-aventuriers qui traquent cette réunion d'élites depuis des années.

Et pour eux, la pêche sera aussi bonne que lors des réunions précédentes. Parmi la brochette d'invités, on compte David Rockefeller (banquier), la reine Beatrix (Pays-Bas), Henry Kissinger (ancien conseiller de Richard Nixon), George David (p.d.g. de Coca-Cola), Ahmad Chalabi (ancien vice-président de l'Irak), Ed Kronenburg (OTAN), Richard Perle (conseiller de George W. Bush), Gordon

Nixon (p.d.g. de la Banque Royale), Frank McKenna (ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick), Paul Desmarais (Power Corporation), George Alogoskoufis (ministre des Finances de la Grèce), George Pataki (gouverneur de l'État de New York), James Wolfensohn (ancien p.d.g. de la Banque mondiale), Bernardino Leon (ministre des Affaires étrangères de l'Espagne), Jacques Aigrain (p.d.g. de Swiss Re), Robert Zoellick (membre de l'administration Bush)... Et la liste continue.

Une source gouvernementale souligne toutefois que le premier ministre Stephen Harper, qui a participé à l'événement en 2003 à Paris, ne sera pas du nombre cette année. Et selon la liste d'invités obtenue par la Presse canadienne et transmise au Devoir, aucun membre du gouvernement Harper n'y figure, même si le rendez-vous annuel a lieu dans sa cour arrière.

Selon la liste des invités et le court texte non signé qui l'accompagne, les deux tiers des participants viennent de l'Europe et l'autre tiers de l'Amérique du Nord. «La rencontre est privée pour encourager les discussions franches et ouvertes», peut-on lire. «Les activités de Bilderberg se limitent à sa conférence annuelle. [...] Lors de cette rencontre flexible et informelle, aucune résolution n'est proposée, aucun vote n'est tenu, aucun communiqué de presse n'est émis», continue la note. Et le mot d'ordre est clair: rien ne doit filtrer des discussions. Le public n'est pas admis, les journalistes non plus.

Le groupe tire son nom de l'hôtel qui a accueilli la première réunion de ce type en 1954, à Oosterbeek, à l'initiative du prince Bernhard des Pays-Bas. Depuis, à chaque printemps, la rencontre change de ville. La dernière fois que les membres de ce club sélect ont mis les pieds au Canada, c'était en 1996, à Toronto. Le premier ministre Jean Chrétien y avait pris part.

Tractations politiques?

Le secret qui entoure ce rendez-vous est-il véritablement dû aux tractations politiques qui s'y déroulent alors que les sites Internet faisant état des conspirations du Bilderberg sont légion? Si certains croient dur comme fer que l'Union européenne est leur création, tout comme l'avènement de Bill Clinton au pouvoir, entre autres, tous ne sont pas de cet avis, particulièrement les anciens participants.

«Les gens se persuadent eux-mêmes qu'il y a des complots alors qu'il ne s'agit que d'un forum comme il en existe des dizaines maintenant», explique au Devoir David Frum, l'ancien rédacteur de discours de George W. Bush (et auteur de l'expression «l'axe du mal»), qui a participé à plusieurs rencontres du Bilderberg. «Ce groupe informel a été créé pour que l'Europe et l'Amérique se comprennent mieux après la Deuxième Guerre mondiale. À cette époque, c'était nouveau, ce type de rencontre, mais aujourd'hui, il y en a plusieurs. Il ne se fait rien de différent au Bilderberg qu'à Davos [le Forum économique mondial].»

Il y a tout de même une différence, soulignait un participant au quotidien Libération il y a quelques années. «À Davos, on paie pour voir et se faire voir. Le Bilderberg, on y vient pour entendre sans se faire voir.» Une autre source ajoutait: «Davos, c'est moins élitiste, ça vise à travailler les réseaux. Ça creuse moins les sujets, ça laisse juste une impression sur l'état d'esprit mondial. Bilderberg, ça va au fond des choses, ça parle géopolitique, stratégie.»

David Frum juge cette rencontre «instructive» et utile pour maintenir des contacts. «Ça aide à mieux se comprendre. On parle autour d'un repas, on rencontre des gens bien placés. C'est très stimulant, mais est-ce que ça donne des faveurs? Je ne crois pas», dit-il.

L'antre de la bête

N'empêche que Bilderberg fait l'impossible pour que ses invités soient à la fine pointe des enjeux du moment. Le groupe s'efforce de faire tourner 40 % de son effectif. Le choix des invités obéit à un système de quotas par nationalité, les grands pays ayant droit à une plus forte représentation. Chaque pays a quelques membres permanents qui

sont chargés d'inviter les personnalités de leur nationalité. «Moi, en 1992, quand j'y suis allé, c'était Conrad Black qui m'avait invité», se rappelle Norman Spector, ex-chef de cabinet de Brian Mulroney.

Le groupe s'articule autour de trois cercles. Le plus petit est le comité d'organisation, assuré par un président et un secrétaire général, toujours basé aux Pays-Bas. Il y a ensuite le cercle intime, constitué de quatre personnes, dont David Rockefeller. Enfin, il y a le comité de pilotage, qui compte de 15 à 18 personnes.

À la rencontre, tout est très démocratique. Les invités sont assis par ordre alphabétique et ont le même temps de parole. «J'ai passé trois jours à côté de la reine Sophie d'Espagne, c'était très bien», rigole Norman Spector. Pendant deux jours et demi, divers groupes de discussion se succèdent. «Il y a toujours de trois à cinq personnes qui font un discours d'ouverture, puis l'animateur donne la parole à ceux qui lèvent la main. Chaque personne a deux minutes pour parler», explique David Frum. Il y a toujours des «secrétaires» qui notent les échanges; ce sont invariablement des journalistes de l'hébdomadaire The Economist, qui sont tenus au secret complet.

Parfois, certaines histoires deviennent cocasses avec le temps. «Quand le gouverneur Clinton est venu nous expliquer comment il allait gagner l'élection présidentielle, personne ne l'a cru!», expliquait Étienne Davignon, de la Société générale de Belgique, au quotidien Libération.

Ce puissant gratin discute en fin de semaine de l'Irak, du Moyen-Orient, de l'OTAN, du déséquilibre économique entre les pays, du prix du pétrole... Mais pourquoi dans le secret? «Je ne sais pas, laisse tomber Norman Spector. Je ne me souviens pas d'avoir appris grand-chose là. Honnêtement, aucune décision n'est prise. On ne fait que discuter.» Selon lui, les démocrates n'ont rien à craindre de telles réunions. «Dans une démocratie, l'important est d'avoir une influence sur l'opinion publique, et c'est impossible avec un groupe aussi restreint.» Il suffit toutefois de parcourir la Toile pour se rendre compte que tout le monde ne partage pas cet avis...

Le Devoir

Double majorité: Longueuil revient à la charge

La Ville de Longueuil presse Québec d'abandonner la règle de la double majorité pour l'agglomération de la rive sud de Montréal. Le gouvernement du Québec a déjà annoncé qu'il reverrait les règles de fonctionnement des autres agglomérations pour empêcher les villes défusionnées de bloquer le budget en déposant des droits d'opposition. Cette disposition ne réglera cependant pas le cas de l'agglomération de Longueuil, la seule où une règle de double majorité entre la ville centre et les villes défusionnées s'applique.

«L'exercice de la gouvernance demeurera paralysé au-delà du budget d'agglomération si cette règle est maintenue, et ce sont nos citoyens et nos citoyens qui continueront à en payer le prix», a fait valoir le maire de Longueuil, Claude Gladu, dans un communiqué.

Le budget de l'agglomération de Longueuil est bloqué depuis six

mois et la ministre doit imposer un nouveau budget dans les prochains jours. L'impasse budgétaire a déjà coûté plus de cinq millions en frais d'intérêts, les comptes de taxes n'ayant pu être envoyés.

Cette demande tombe à plat au cabinet de la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau. «La double majorité, c'est un concept qui est là pour rester. [...] Ils ont quelques mois pour apprendre à travailler ensemble et comprendre que, lorsqu'il y a un tel blocage au sein de l'agglomération et qu'ils refusent d'essayer de trouver des solutions, ce sont leurs citoyens qui en souffrent», a soutenu l'attaché de presse de la ministre, Jonathan Trudeau.

Le Devoir

Chas Johnson & Fils Inc.



BONNE FÊTE DES PÈRES !

Idées cadeaux :
Vêtements Tilley
T-shirts Hörst
Polos Klaus Boehler
Chandails cachemire

1184 PLACE PHILLIPS,
MONTREAL, QUÉ. H3B 3C8
TÉL.: 878-1931



■ THIERRY MUGLER
■ FRANCESCO SMALTO
■ REPORTER
■ TOMBOLINI
■ SAN REMO
■ TORRAS
■ KENNETH COLE
■ ETC.

SHIRT PASSION ■
SANDRO ■
VERTIGO ■
OUI ■
TOMBOLINI ■
GLORIA GAUDETTE ■
PATRICK GÉRARD ■
ETC. ■

doice doice
D-ANA UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce
Mondial 844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce
Mondial 281-7999
5107, av. du Parc (cote Est)
277-7558


Chauffé et climatisé à la géothermie

Condos & Lofts

De 975 à 2300 pi²
À partir de 190 000 \$ tx. incl.

LES JARDINS

WESTMOUNT



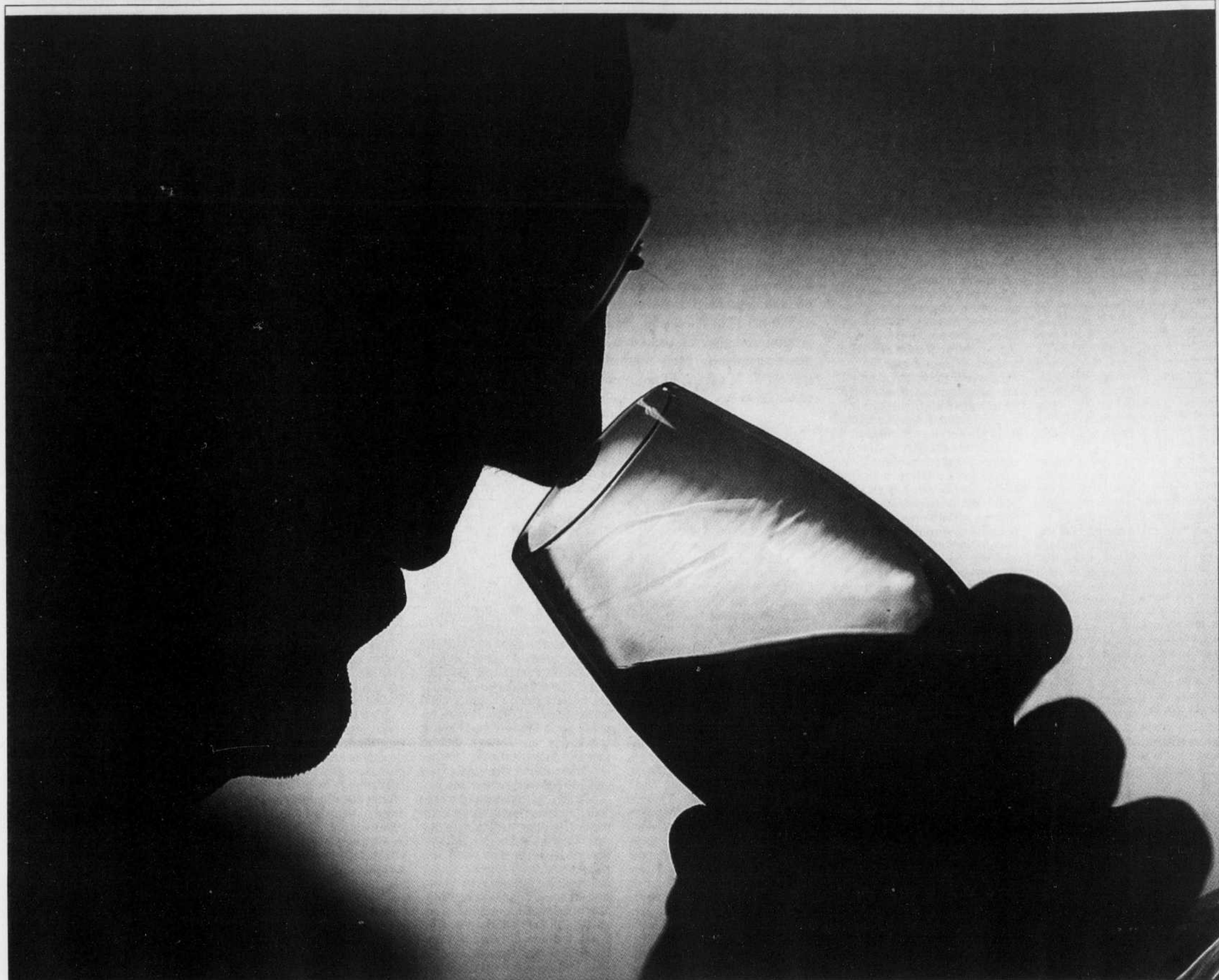
350 Selby, Westmount
Tél. : (514) 313 8877

Lun Mer : 12h à 19h
Sam Dim : 12h à 17h
Jeu Ven : rendez-vous

www.lesjardinswestmount.com

Cultivez le bonheur, naturellement

• LES ACTUALITÉS •



STOYAN NENOV REUTERS

L'odorat, un sens négligé mais performant

PAULINE GRAVEL

Très doués pour détecter de nouvelles odeurs et pour distinguer différentes odeurs entre elles, les humains arrivent par contre plus difficilement à les identifier et à les nommer.

La plupart des gens sont incapables de différencier le bouquet d'un vin blanc de celui d'un vin rouge à la même température. Même les dégustateurs ne possèdent pas une sensibilité vraiment supérieure à celle du commun des mortels qui leur permettrait de reconnaître plus facilement les odeurs. Les dé-

gustateurs sont tout simplement meilleurs pour décrire les arômes, ils disposent d'un vocabulaire beaucoup plus riche que la plupart des gens pour nommer les odeurs qui composent le parfum d'un vin.

«*Dès notre plus jeune âge, nous négligeons notre sens de l'odorat, jamais nous ne nous entraînons à décrire les odeurs, comme nous le faisons pourtant avec la vision et l'audition. Nous sommes habitués à décrire ce que nous voyons et entendons, mais pas ce que nous sentons ou goûtons*», souligne Johan Lundström.

Le goût, justement, est un sens qui dépend en très grande partie (à 90 %) des odeurs, in-

dique le chercheur, qui rappelle que nous ne pouvons réellement goûter que le sucré, le salé, l'amer et l'acide. Au-delà de ces quatre saveurs primaires, c'est l'odeur qui prime. Les molécules aromatiques dégagées lors de la dégustation ou de la déglutition rejoignent le nez — par une connexion entre la bouche et le nez à l'arrière de la gorge —, où elles nous conduisent à percevoir une saveur que nous interprétons comme un goût, mais qui est en fait une odeur.

La preuve: si on dépose un mélange de cannelle et de sucre sur la langue d'une personne qui se pince le nez, elle ne percevra que le goût sucré. Lorsqu'elle ouvrira à nouveau les narines, la sensation de sucré disparaîtra et un goût, ou plutôt une intense saveur de cannelle surgira. «*Voilà la démonstration que l'olfaction prime*», souligne Johan Lundström. *«Quand les sens du goût et de l'odorat sont tous les deux actifs, le goût intervient en second lieu.»*

Notre sens de l'odorat sert avant tout à donner l'alerte, prévient par ailleurs Johan Lundström. C'est pourquoi nous nous habituons très vite aux odeurs auxquelles nous sommes exposés. Une fois que nous avons évalué une odeur, nous l'oublions et c'est tant mieux, car nous devenons ainsi prêts à détecter toute nouvelle odeur.

Hypersensibilité aux phéromones

Étonnamment, les humains sont beaucoup plus sensibles aux phéromones qu'aux odeurs plus communes de notre environnement. Or cette hypersensibilité pour les phéromones humaines dépend de la fertilité de la personne, chez les femmes du moins, précise Johan Lund-

ström, qui en collaboration avec Martha McClintock et Mats Olsson a découvert que les femmes qui ne prenaient pas de contraceptifs étaient plus sensibles aux phéromones que celles qui en consommaient. Et celles qui n'avaient pas recours à des contraceptifs oraux et avaient un cycle menstruel normal voyaient leur sensibilité aux phéromones s'accroître durant la phase fertile de leur cycle.

Les femmes qui prenaient des contraceptifs oraux étaient par ailleurs beaucoup plus réceptives aux odeurs courantes, comme les arômes d'aliments, qu'elles parvenaient à identifier nettement mieux que les femmes ne prenant pas la pilule contraceptive. Normal, explique Johan Lundström. Lorsque les femmes absorbent des contraceptifs oraux, leur corps réagit comme au cours du premier trimestre d'une grossesse. Or, à ce moment, il est plus important de trouver de la nourriture qu'un partenaire convenable.

Autre indice confirmant que les humains aussi communiquent à l'aide de phéromones: la découverte en 2000 d'un gène humain auquel nous sommes exposés. Une fois que nous avons évalué une odeur, nous l'oublions et c'est tant mieux, car nous devenons ainsi prêts à détecter toute nouvelle odeur.

Les phéromones sont détectées par l'organe voméro-nasal (VNO), une petite structure située sous la surface intérieure du nez. Chez l'humain par contre, cet organe est atrophié et ne semble pas être fonctionnel. Les récepteurs découverts sont plutôt situés dans la muqueuse olfactive du nez, soit dans le système olfactif principal.

Le Devoir

L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE PRÉSENTE
DU 16 AU 20 AOÛT 2006 À MONTRÉAL
LA TROISIÈME ÉDITION DE

L'ÉCOLE
d'été
UNE ÉCOLE DE CITOYENNETÉ AUX AIRS DE FESTIVAL

début
global

Manifestez votre
engagement

www.inm.qc.ca

VOUS AVEZ ENTRE 15 ET 30 ANS Choisissez l'itinéraire JEUNE
RÉDIGEZ UN MANIFESTE sur ce que vous voulez voir changer au Québec et dans le monde

VOUS AVEZ PLUS DE 30 ANS Choisissez l'itinéraire GRAND PUBLIC
DÉBATEZ AVEC LES JEUNES du contenu de leurs manifestes et discutez des grands enjeux de notre temps

Obtenez en prime un abonnement à LeDevoir.com jusqu'à la fin août, un exemplaire de L'annuaire du Québec 2006 et le sac en toile réutilisable de l'INM

LE DEVOIR

PLUS Des conférences, des séminaires, des ateliers, du théâtre, les ciné-débats à l'ONF

INM

L'INM fera de l'École d'été 2006 un événement carboneutre par l'entremise de Planetair

planetair

VEZ EN TENDRE UNE CENTAINE DE CONFÉRENCIERS, DONT :

Andrée Ruffo, Son Excellence Jean-Daniel Lafond, Philippe Couillard, Thomas J. Mulcair, Axel Kahn, Marie-Claude Prémont, Alexandre Trudeau, Geneviève Boutin, Ahmed Djoghlaif, Jean Lapierre, Eugénie Brouillet, Edgar Fruitier, Ilan Greilsammer, Jacqueline Montpetit, Jean-François Lisée, Manon Barbeau, André Pratte, Diane Matte, Khalil Shikaki, Marie-Ève Proulx, Louis-Gilles Francoeur, Robert Dutton, Micheline Labelle, Mario Cardinal, Line Beauchamp, et bien d'autres !

Inscrivez-vous maintenant !
www.inm.qc.ca

apriori
più

Vous trouverez des griffes Allemandes, Canadiennes et Québécoises.

La boutique qui possède la renommée de la beauté et du service personnalisé.

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la Concorde Est, Laval
(450) 662-1168

SOLDES de 50 à 70 %

Les heures d'ouverture sont :
lundi - mardi - mercredi 10h à 17h
jeudi - vendredi 10h à 18h
samedi 10h à 16h
dimanche fermé

• LES ACTUALITÉS •

AMOUR

Les femmes arrivent aisément à dépister le partenaire ayant le bon profil génétique simplement en flairant son odeur corporelle

SUITE DE LA PAGE 1

ont avant tout une fonction sociale. Leur présence est donc inutile s'il n'y a aucune cible pertinente dans l'environnement où elles sont libérées. C'est pour cette raison que les femmes ne réagissent aux effluves de la phéromone que s'il y a un homme dans la pièce où elles se trouvent. Autrement, elles demeurent insensibles à la molécule», explique le chercheur, qui poursuit actuellement des recherches postdoctorales à l'Institut neurologique de Montréal (INM).

Les volontaires qui avaient senti l'AND en présence d'un homme affirmaient se sentir plus éveillées, plus déterminées. Effectivement, l'observation de leur cerveau par la résonance magnétique fonctionnelle (RMF) a révélé que la zone cérébrale dédiée à l'attention que l'on porte à un sujet qui nous intéresse s'activait tandis que, lorsque ces mêmes femmes respiraient des odeurs courantes, seule l'aire cérébrale responsable de l'olfaction s'animait. «Considérées comme une catégorie d'odeurs particulières, les phéromones sont traitées par le cerveau très différemment des autres odeurs», souligne Johan Lundström, qui a par ailleurs mesuré par électro-encéphalographie (EEG) que le cerveau arrive à analyser la phéromone masculine 20 % plus rapidement que d'autres composés pourtant chimiquement très semblables. Le chercheur en est donc venu à la conclusion que les phéromones humaines seraient traitées par un sous-système particulier.

Par la tomographie par émission de positons (TEP), la neurologue Ivanka Savic-Berglund, de l'Institut Karolinska à Stockholm, a pour sa part relevé qu'en réponse à une bouffée d'AND, le cerveau des femmes hétérosexuelles et celui des hommes homosexuels réagissaient de la même façon: l'hypothalamus, une structure du cerveau exerçant un certain contrôle sur le comportement sexuel, s'emballait. Chez les hommes hétérosexuels, par contre, l'hypothalamus demeurait silencieux en présence de la phéromone masculine mais s'activait lorsque pointait des relents d'estratetraenol, une phéromone féminin-

ne, vers laquelle les lesbiennes affirmaient se sentir attirées bien que l'activité de leur cerveau différait de celle des hommes hétérosexuels.

Une autre expérience menée par Johan Lundström a montré que, tandis qu'elles inspiraient à leur insu des traces de la phéromone masculine AND, des femmes jugeaient des visages d'hommes plus séduisants que lorsqu'on les embaumait d'une substance contrôlée qu'elles percevaient néanmoins comme identique à celle contenant la phéromone.

Lorsqu'on faisait sentir à des femmes des tee-shirts ayant été portés par des hommes de diverses origines, celles-ci considéraient comme plus attirante l'odeur de ceux qui possédaient un patrimoine génétique différent de leur. Notre instinct olfactif nous pousserait donc à choisir un partenaire avec lequel il serait préférable de concevoir un enfant, indique Johan Lundström. «Si vous désirez avoir un enfant, vous êtes mieux de vous accoupler avec un partenaire dont l'assortiment de gènes n'est pas semblable au vôtre, car plus vous serez proche génétiquement de votre partenaire, plus il vous sera difficile de concevoir un enfant et plus vos rejetons risquent d'en pâtir en raison des risques associés au fort degré de consanguinité», explique le chercheur.

En fait, l'attraction olfactive est plus forte lorsque les personnes partagent entre elles une proportion égale de similarités et de dissemblances génétiques, précise la neuropsychologue. Et on apprécie peu l'odeur d'un individu possédant un génome très semblable ou extrêmement éloigné du nôtre.

Des scientifiques ont même montré que ce phénomène s'observe également chez les rats, dont la progéniture vit plus longtemps et en meilleure santé lorsque le patrimoine génétique des parents comprend autant de gènes identiques que de gènes différents.

Une étude effectuée à l'INM au laboratoire de Marilyn Jones-Gotman a clairement démontré que les femmes arrivent aisément à dépister le partenaire ayant le bon profil génétique simplement en flairant son odeur corporelle.

Elles différencient sans peine l'odeur de proches parents de celle de personnes qui ne leur sont pas apparentées, affirme Johan Lundström, qui en collaboration avec le professeur Jones-Gotman, le postdoc Johan Frasnelli et l'étudiante Julie Boyle a étudié comment des femmes parvenaient à distinguer les odeurs de leur sœur, d'une amie de longue date et d'un pur inconnu. «Les participantes de l'étude réussissaient très bien à reconnaître l'odeur de leur sœur en humant le tee-shirt avec lequel elle avait dormi, précise-t-il. Toutefois, elles n'étaient absolument pas conscientes de leur aptitude à le faire, car elles doutaient fortement de leur réponse.» Par souci de rigueur scientifique, l'équipe de l'INM n'a toutefois testé que des femmes afin de garder constante la variable du genre. «Nous ne savons pas si la perception des odeurs corporelles diffère d'un genre à l'autre», précise la neuropsychologue.

L'observation du cerveau de ces mêmes sujets à l'aide de la TEP a par ailleurs révélé que le cerveau traitait très différemment l'odeur corporelle d'une proche parente de celle d'une amie. «Cela veut donc dire qu'il existe un mécanisme dans le cerveau qui nous aide à détecter si nous sommes apparentés ou pas à quelqu'un», dit Johan Lundström. Ce mécanisme sous-tend peut-être celui qui nous aide à détecter les similarités génétiques que nous avons avec un partenaire.»

Mais les phéromones humaines jouent-elles vraiment un rôle déterminant dans l'attraction sexuelle entre les hommes et les femmes? Celle qui libère un homme lorsqu'il entre dans une pièce vient titiller certaines zones du cerveau de la femme qui s'y trouve, mettant en alerte tous ses sens et dirigeant son attention vers ce partenaire potentiellement intéressant, explique Johan Lundström.

Là s'arrête toutefois l'intervention des phéromones. Par la suite, la couleur des yeux et des cheveux, la physionomie, la taille, le son de la voix et, surtout, les atomes crochus avec l'autre personne alumeront la flamme. Somme toute, les phéromones ne provoqueraient que l'élan initial, voire le point de départ d'un grand amour!

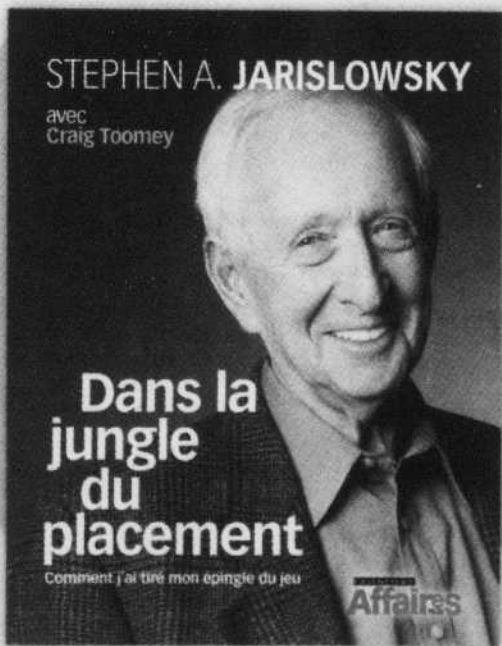


JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Auteurs à l'honneur au Prix du livre d'affaires 2006

Toutes nos félicitations!

PRIX HOMMAGE 2006



Avec sa verve habituelle, l'incorruptible milliardaire Stephen A. Jarislowsky parle de son fabuleux parcours de vie, de la stratégie d'investissement qui a assuré sa fortune, de son approche philanthropique et de son inlassable lutte contre les pratiques douteuses du milieu financier. Parmi les 10 livres les plus vendus au Québec en 2005.

Dans la jungle du placement
Stephen A. Jarislowsky avec Craig Toomey
167 p. • 27,95 \$

MENTIONS DU JURY

MEILLEUR LIVRE D'AFFAIRES À CARACTÈRE PÉDAGOGIQUE



Le marketing chapeaute plusieurs facettes. Pour les gérer efficacement, il faut un plan de marketing stratégique. Découvrez celui élaboré pour la compagnie fictive Graphix et apprenez à rédiger un plan gagnant.

Comment faire un plan de marketing stratégique
2^e édition revue et enrichie
Pierre Filiatrault • 258 pages • 26,95 \$

MEILLEUR LIVRE EN RESSOURCES HUMAINES



De la chicane dans l'air? Voici votre bouée de sauvetage. Grâce à une approche inédite basée sur une expérience vécue sur un voilier, apprenez à reconnaître les cinq stades du conflit et à intervenir rapidement pour ramener l'harmonie dans votre service.

Comment désamorcer les conflits au travail
Ghislaine Labelle • 176 p. • 24,95 \$

MENTION SPÉCIALE DU JURY



C'est un Québec vieillissant, désabusé et lourdement endetté que les baby-boomers s'apprentent à léguer aux moins de 30 ans. Bel héritage! Convaincu qu'on peut encore stopper la débandade, Alain Samson offre aux jeunes des moyens de faire le ménage et de s'assurer une place au soleil.

Les boomers finiront bien par crever
Alain Samson • 164 pages • 14,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies ou commandez vos exemplaires au 1 866 800-2500 (sans frais) • TPS et frais d'envoi en sus

Les Éditions Transcontinental

Félicitations aux finalistes et lauréats de l'édition 2006 des Phénix de l'environnement!

Les partenaires et les commanditaires remercient tous les candidats pour leur participation et les encouragent à poursuivre leurs efforts.

www.phenixdelenvironnement.qc.ca

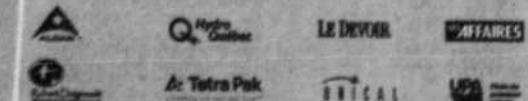
Les Phénix de l'environnement

Une initiative de Québec

Le commanditaire majeur



Les commanditaires principaux



LE MONDE

Des femmes et des enfants sont tués lors d'un raid israélien à Gaza

Le Hamas met fin à sa trêve

SARAH EL DEEB

Gaza — Après avoir éliminé la veille le chef de la sécurité du gouvernement du Hamas, Israël a mené hier plusieurs attaques dans le nord de la bande de Gaza, tuant au moins dix Palestiniens. Parmi eux, sept civils, dont trois enfants, atteints par un barrage d'artillerie alors qu'ils piquaient sur la plage.

Dans la soirée, l'aile militaire du Hamas a diffusé un tract annonçant qu'elle ne respecterait plus la trêve avec Israël. Le mouvement de la résistance islamique, qui dirige aujourd'hui le gouvernement après sa victoire aux législatives du 25 janvier, avait suspendu sa campagne sanglante d'attentats contre les Israéliens après la déclaration de cessez-le-feu de février 2005.

A Ramallah, en Cisjordanie, Mahmoud Abbas a dénoncé un «génocide sanglant contre notre peuple, nos civils, sans discrimination» après la mort des sept civils. «J'en appelle à la communauté internationale, au Conseil de sécurité, au Quartette [Nations unies, États-Unis, Russie, Union européenne], pour mettre un terme à cette politique d'assassinats israéliens», a ajouté le président de l'Autorité palestinienne.

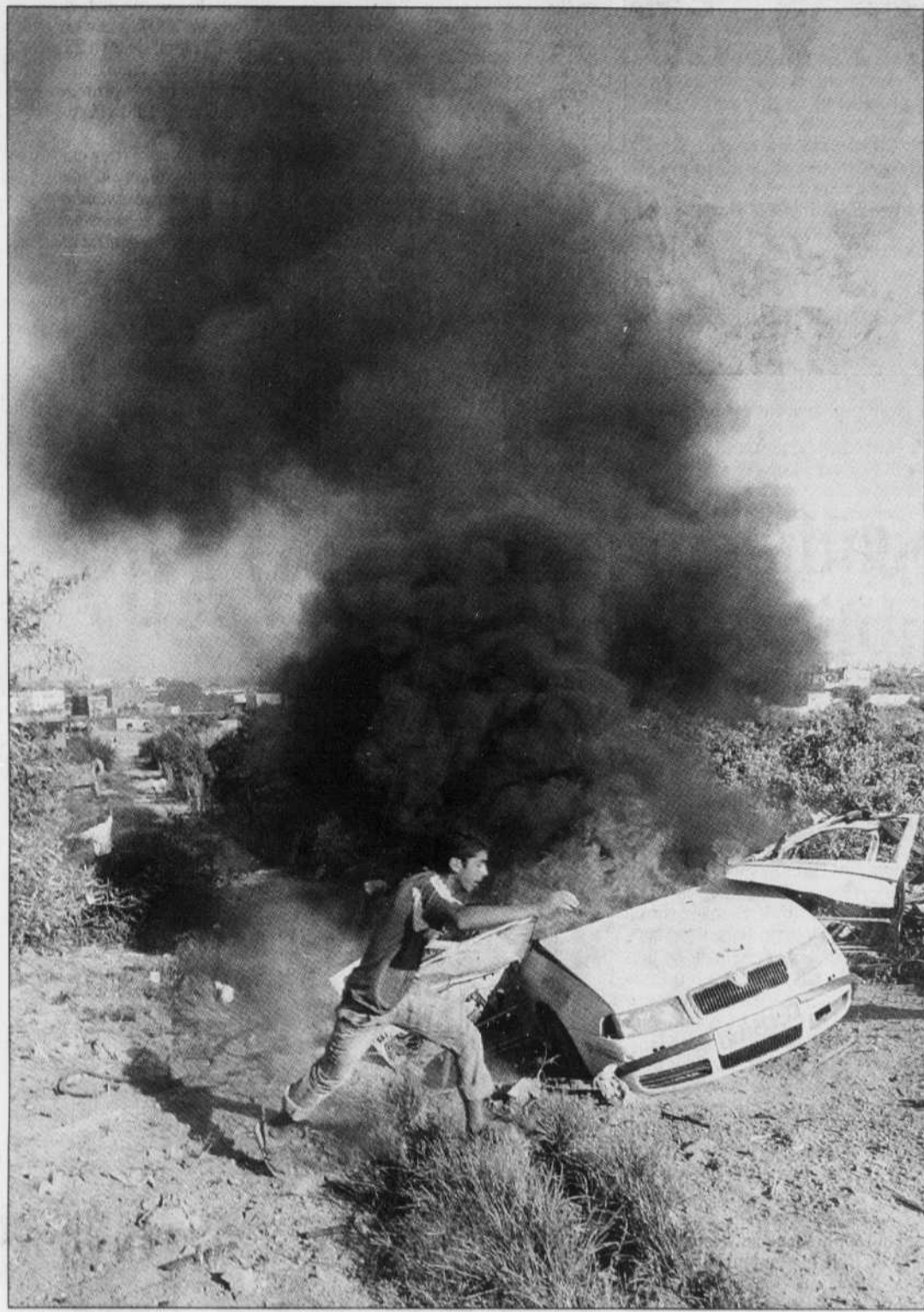
Mahmoud Abbas a ensuite déclaré trois jours de deuil, annonçant que les représentations palestiniennes dans le monde seraient fermées et les drapeaux, mis en berne.

A Paris, le ministre français des Affaires étrangères a déploré «les bombardements israéliens sur une plage de la bande de Gaza, dont le caractère disproportionné a coûté la vie à plusieurs civils et blessé de nombreux autres», et appelé les deux parties à «la retenue et à mettre un terme à l'engrenage de la violence».

L'armée israélienne a expliqué que ces frappes visaient des zones du nord du territoire, d'où les militants tirent des roquettes sur Israël. Mais des obus israéliens sont tombés sur un groupe qui piquait sur une plage, faisant au moins sept morts et plus d'une trentaine de blessés, selon le ministre palestinien de la Santé, Bassem Naim. Selon des sources médicales, une femme et deux bébés de six et 18 mois ainsi qu'un adolescent figurent parmi les morts. «Nous regrettons tout mal causé à des civils innocents», a déclaré le capitaine Jacob Dallal, porte-parole de l'armée israélienne. Il a précisé que l'État hébreu avait offert une assistance médicale, dont l'évacuation des blessés vers des hôpitaux en Israël.

Tsahal a dit avoir établi que ni des avions ni des navires israéliens n'étaient responsables des tirs, mais que les forces au sol en étaient peut-être à l'origine. Le lieutenant général Dan Halutz a annoncé avoir ordonné la suspension des tirs d'artillerie dans la zone le temps de conduire une enquête.

L'aviation israélienne a par ailleurs tiré des missiles sur un



Les forces armées israéliennes ont également fait feu sur des véhicules dans le nord du territoire.

groupe de militants palestiniens qui venaient de tenter de tirer des roquettes depuis le nord de la bande de Gaza sur le territoire israélien, tuant trois d'entre eux.

La veille, Israël avait tué quatre militants des Comités de résistance populaire (CRP) dans une frappe sur Rafah. Au nombre des morts, le chef des CRP, Jamal Abou Samhadana, 43 ans, chef de la sécurité du gouvernement du Hamas. Ses funérailles ont rassemblé hier matin des dizaines de milliers de Palestiniens dans un stade de Rafah.

Plus haut responsable militaire palestinien tué par Israël depuis quatre ans, Abou Samhadana était l'un des instigateurs des tirs de

roquettes palestiniens depuis la bande de Gaza contre Israël et était soupçonné d'avoir commis un attentat meurtrier contre un convoi américain dans le territoire en 2003.

Tsahal a refusé de dire si Abou Samhadana, deuxième sur la liste des hommes les plus recherchés par l'État hébreu, était directement visé. Mais le Hamas, considérant son gouvernement pris pour cible, a promis de venger sa mort.

Cette journée est la plus meurtrière dans la bande de Gaza depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Hamas en mars dernier. L'attaque survient à quelques jours d'une tournée du premier ministre

israélien Ehoud Olmert en Europe la semaine prochaine.

Elle survient aussi sur fond de tensions interpalestiniennes entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas au gouvernement: le président de l'Autorité palestinienne s'approprierait à convoquer aujourd'hui, pour le 31 juillet, un référendum sur le plan, rejeté par le Hamas, prévoyant une reconnaissance implicite d'Israël. Le premier ministre palestinien Ismail Haniyeh a estimé hier que le dirigeant palestinien prendrait dans ce cas le risque de diviser durablement la population.

Associated Press

Bagdad et Washington poursuivront la traque d'al-Qaïda en Irak

THIBAUD MALTERRE

Bagdad — Le gouvernement irakien et l'armée américaine ont affirmé leur détermination à traquer les membres du groupe al-Qaïda en Irak en exploitant les renseignements recueillis après le raid aérien qui a été fatal à son chef, Abou Moussab al-Zarqoui.

De crainte d'une riposte violente d'al-Qaïda, la circulation automobile a été interdite pendant la plus grande partie de la journée d'hier à Bagdad et dans la province de Diyala, où a été tué le terroriste jordanien mercredi dans une opération irako-américaine. Aucune attaque sérieuse n'a été recensée à Bagdad, où les corps de cinq personnes tuées par balles ont cependant été découverts. Cinq Irakiens, dont trois ingénieurs du secteur du pétrole, ont été tués dans le nord du pays.

La veille, 35 personnes avaient été tuées dans quatre attentats à la voiture piégée dans des marchés de quartiers à majorité chiite de la capitale, au lendemain de la mort d'Abou Moussab al-Zarqoui dans un raid aérien américain contre un repaire près de Baaqouba, au nord de Bagdad.

Fortes de ce succès, les autorités irakiennes comptent poursuivre leur traque des membres d'al-Qaïda et des autres insurgés.

«Les moyens mis en place pour traquer Zarqoui vont maintenant être dirigés vers d'autres rebelles et notre plan consiste à pourchasser des éléments de moindre importance», a assuré à l'AFP Mouaffak al-Roubaïe, conseiller à la Sécurité nationale.

Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'est dit optimiste, juste après avoir annoncé jeudi la mort de Zarqoui, quant à la capacité des forces de sécurité à venir à bout de la violence.

«La mort de Zarqoui et la mise en place de l'équipe ministérielle chargée de la sécurité donnent de fortes indications sur la relance avec force et efficacité du plan de sécurité», a-t-il déclaré.

«Les effets de ce plan vont se faire sentir lors de sa mise en application à Bagdad et dans les provinces. Le terrorisme ne sera peut-être pas totalement vaincu mais sa tête sera bri-

sée à Bagdad avant de l'être dans les provinces», selon lui.

«Maintenant que nous l'avons eu [Zarqoui], nous allons pouvoir nous occuper des autres cibles que nous avons utilisées pour arriver jusqu'à lui», a prévenu le porte-parole de l'armée américaine, le général William Caldwell.

Selon lui, «un trésor d'informations» a été récolté dans le bâtiment où est mort Zarqoui près de Baaqouba, à 60 kilomètres au nord de Bagdad.

Les forces américano-irakiennes ont arrêté hier le propriétaire de la maison visée par le raid ainsi que sept personnes du village de Hibhib.

«Ali Aziz a assuré ignorer l'identité de la personne à qui il louait l'habitation, affirmant croire qu'il s'agissait d'un chef d'une famille déplacée» qui a quitté sa demeure en raison de

menaces, a indiqué une source de sécurité.

La mort de l'homme le plus recherché en Irak, dont la tête avait été mise à prix pour 25 millions de dollars par Washington, est le plus important revers subi par les forces hostiles à la présence des troupes américaines en Irak depuis la capture du président déchu Saddam Hussein, en décembre 2003.

Zarqoui était toujours en vie après l'attaque aérienne américaine sur la maison où il était réfugié, et il est mort juste après de ses blessures, a déclaré hier le général Caldwell. Aucune décision n'a encore été prise sur le sort du corps de Zarqoui. Elle appartient au gouvernement irakien, a-t-il indiqué.

«Le raid a été mené après des renseignements obtenus de hauts responsables de son groupe, selon lesquels Zarqoui allait participer à une réunion près de Baaqouba. Un de ses lieutenants les plus importants, Abdel Rahman, a été tué avec lui», a relaté le chef des forces américaines en Irak, le général George Casey.

La piste de Zarqoui a été remontée surtout grâce à la surveillance de Rahman, qui «nous a été signalé par quelqu'un qui appartient au réseau», a précisé le général Caldwell.

Agence France-Presse

EN BREF

Fresque à la mémoire des pompiers new-yorkais

New York — Un énorme bas-relief sculpté, dédié à la mémoire des 343 pompiers morts à New York le 11 septembre 2001, devait être officiellement dévoilé aujourd'hui à Ground Zero, premier mémorial à tracter sa place sur le lieu des attentats. Ce bas-relief de bronze long de 18 mètres, le plus grand d'Amérique du Nord selon les concepteurs du projet, a été installé devant une caserne de pompiers située juste au bord du trou béant laissé par les attaques. Il montre des pompiers luttant contre le feu avec, en fond, deux gratte-ciel attaqués. — AFP

Aung San Suu Kyi est hospitalisée

Nations unies — Aung San Suu Kyi a été hospitalisée, a-t-on appris hier auprès de militants birmanes aux États-Unis. L'opposante birmane, Prix Nobel de la paix, qui est assignée à résidence, a été transportée à l'hôpital peu après 15h jeudi après avoir fait venir son médecin en raison d'un état de faiblesse, a annoncé Thaung Htun, représentant auprès des Nations unies du gouvernement birman en exil, basé à New York. Il a dénoncé une hospitalisation tardive, son médecin ayant eu du mal à obtenir l'autorisation de lui rendre visite.

Thaung Htun a dit que des connaissances en Birmanie lui avaient confirmé l'hospitalisation de la dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). On ignorait dans l'immédiat si elle se trouvait toujours à l'hôpital. A Washington, le département d'État s'est dit préoccupé par ces informations, sans pouvoir les confirmer. Le même jour, la junte militaire birmane a confirmé pour la première fois qu'elle avait prolongé le mois

dernier l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi. La lauréate du prix Nobel de la paix a passé la majeure partie de ces 16 dernières années privée de sa liberté. — AP

Scotland Yard libère deux suspects

Londres — Deux frères arrêtés la semaine dernière au cours d'un raid antiterroriste controversé à Londres ont été libérés sans inculpation, a annoncé Scotland Yard hier soir. La police a précisé que les fouilles du domicile des deux hommes étaient terminées, une annonce laissant entendre que les armes chimiques qu'on y cherchait n'ont pas été trouvées. Mohammed Abdul Kahar, 23 ans, et Abul Koyair, 20 ans, d'origine bangladaise, avaient été arrêtés lors du raid mené par 250 policiers le 2 juin, dans le quartier de Forest Gate. L'aîné avait été blessé par balles à l'épaule lors de l'interpellation. Les deux hommes n'ont cessé de clamer leur innocence. La police, qui alléguait une menace d'attentat à l'arme chimique, avait obtenu de les garder à vue jusqu'à aujourd'hui. — AFP

Zawahiri dit non à un référendum

Dubai — Le numéro deux d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a appelé les Palestiniens à refuser le référendum du 31 juillet sur un document prévoyant une reconnaissance implicite d'Israël et exhorté les musulmans à «libérer la Palestine», dans une vidéo diffusée hier par al-Jazira. «Je les invite à refuser tout référendum sur la Palestine, la Palestine ne pouvant faire l'objet de marchandages ou d'offres publiques», a déclaré le bras droit d'Oussama ben Laden, dans son message, qui semble avoir été enregistré avant l'annonce de la mort d'Abou Moussab Al-Zarqoui, le chef d'al-Qaïda en Irak. — AFP

Le torchon brûle entre les États-Unis et l'ONU, sur fond de réforme et de budget

SYLVIE LANTEAUME

Washington — Le torchon brûle entre l'ONU et les États-Unis, qui menacent de réduire leur contribution à l'organisation internationale si le projet de réforme de l'institution n'est pas adopté d'ici la fin du mois.

Des critiques du secrétaire général adjoint de l'ONU, Mark Malloch Brown, à l'encontre de la politique de l'administration américaine à l'égard de l'ONU ont déclenché cette semaine des protestations véhémentes de Washington, qui est le premier contributeur au budget de l'organisation (22 %).

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a même téléphoné au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour «lui exprimer sa déception directement», selon le porte-parole du département d'État, Sean McCormack.

Tout a commencé mardi, lorsque M. Malloch Brown, au cours d'une conférence à New York, a reproché à l'administration américaine de mal informer ses citoyens du bon travail effectué par l'ONU et de ne pas défendre suffisamment l'organisation devant ses détracteurs conservateurs au sein du Congrès.

L'adjoint britannique de M. Annan a accusé Washington de «vouloir utiliser l'ONU presque en douce, comme un instrument diplomatique, en se gardant bien de prendre la défense de l'organisation devant ses critiques».

Le lendemain, le bouillant am-



John Bolton, ambassadeur des États-Unis à l'ONU

bassadeur des États-Unis à l'ONU, John Bolton, s'est emporté contre ces propos, les qualifiant de «très grave erreur». «Nous sommes en train de réaliser une réforme substantielle aux Nations unies. De telles critiques vis-à-vis des États-Unis venant du vice-secrétaire général ne peuvent que faire du mal aux Nations unies», a averti M. Bolton.

Washington a menacé de couper les vivres à l'ONU si les réformes institutionnelles que les principaux contributeurs tentent d'imposer ne sont pas approuvées à la fin du mois. En approuvant en décembre le budget biennal de l'ONU, les États-Unis et les Européens avaient obtenu que les fonds

ne soient débloqués que pour six mois, espérant que les réformes — dont le principe avait été approuvé en septembre, lors de l'Assemblée générale de l'organisation — seraient adoptées d'ici là.

Mais aucun accord n'a encore été trouvé entre les pays riches, principaux contributeurs au budget de l'ONU et favorables à un contrôle plus strict sur les dépenses de l'organisation, et les pays en développement, qui voient dans ces réformes une tentative de réduire les prérogatives de l'Assemblée générale.

Le secrétaire général de l'ONU, qui soutient les réformes mais ne veut pas paraître favoriser les

grandes puissances au détriment des plus faibles, se retrouve dans une situation inconfortable, comme l'a expliqué jeudi M. Annan, estimant que les propos de son adjoint avaient été «mal interprétés».

M. Malloch Brown a voulu surtout insister sur le fait que «les États-Unis ont besoin de l'ONU, que l'ONU a besoin des États-Unis, et que les deux ont besoin de se soutenir», a ajouté le secrétaire général. «Je pense que nous sommes tous trop nerveux au sujet de la question budgétaire», a poursuivi M. Annan, qui s'est déclaré confiant sur les chances de trouver une solution budgétaire d'ici la fin du mois.

M. Annan a refusé de désavouer le discours de son adjoint, comme le lui avait demandé John Bolton, qui de son côté a reçu le soutien «plein et entier» de son administration.

M. Malloch Brown, qui doit quitter ses fonctions à la fin du mandat de M. Annan le 31 décembre, a expliqué que ses remarques étaient initialement destinées à faciliter un compromis entre pays riches et pauvres, en rappelant aux États-Unis la nécessité de trouver un compromis.

Il a rappelé avoir été violemment critiqué ces derniers mois par le «Groupe des 77» (qui regroupe en fait 132 pays en développement) «pour leur avoir dit qu'ils devaient faire le ménage chez eux et soutenir ce programme de réformes».

Agence France-Presse

LE MONDE



SHEBELLE MEDIA REUTERS

Chassés du pouvoir par des milices islamiques, les seigneurs de la guerre préparent leur riposte à partir de leur position de repli au nord de la capitale somalienne.

SOMALIE

Les maîtres de Mogadiscio veulent une République islamique

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Mogadiscio — La voix est si basse qu'il faut s'incliner légèrement pour bien l'entendre. La tête couverte d'un keffieh, cheikh Cherif Ahmad, président de l'Union des tribunaux islamiques de Mogadiscio, choisit ses mots. Que comptent faire de Mogadiscio les nouveaux maîtres de la ville, parmi lesquels se trouvent des fondamentalistes suspects, pour certains, d'entretenir des liens avec al-Qaïda? Les responsables religieux et militaires qui se sont regroupés depuis quelques mois sous l'étiquette générique des tribunaux islamiques et ont pris, lundi, le contrôle de la capitale somalienne n'ont jamais exposé clairement leurs intentions.

Cheikh Cherif Ahmad tente de se faire rassurant sur les intentions de son groupe. Mercredi, dans son bureau du quartier général de l'Union des tribunaux, grande villa aux murs blancs et aux pièces vides du quartier «militaire» de Mogadiscio, il n'évoque les projets de son groupe que par mille circonvolutions et euphémismes, au risque de la pire des langues de bois, s'appliquant à répéter que rien ne se décidera à Mogadiscio qui ne soit le reflet de la «volonté du peuple».

Ce vernis de prudence résiste peu à la discussion, car si le «peuple» doit «dire ce qu'il veut pour la Somalie», ses souhaits seront recueillis et traduits en décisions par... les tribunaux islamiques. Et déjà, cheikh Cherif Ahmad évoque la création d'une République islamique, en se défendant aussitôt: «Si nous décidons d'établir une République islamique, le reste du monde devra respecter ce choix.»

Quant aux décisions politiques portant sur le mode de vie, le président des tribunaux, qui dit envisager de céder sa place bientôt, reste flou, tout en n'écartant pas l'idée de faire fermer bientôt les salles où sont projetés des films vidéo. «Ce sont des endroits où tout le monde est mélangé, les hommes et les femmes. Ils regardent des films, ils fument du haschich, boivent de l'alcool. Si un père envoie son fils à l'école coranique, est-ce qu'il peut aller dans ce genre d'endroits? Les cinémas sont mauvais pour la santé, mauvais pour la société, mauvais pour notre culture.»

Ce modeste enseignant d'école coranique est sorti de l'ombre voici quelques mois, lorsqu'il a été «choisi» pour devenir le président de l'Union des tribunaux islamiques. Parmi les nouveaux maîtres de Mogadiscio, cheikh Cherif Ahmad est probablement l'un des moins puissants. Il insiste sur le fait qu'il ne prend aucune décision à titre personnel, ce soin revenant aux chouras, conseils rassemblant les responsables de la dizaine de tribunaux de la ville, et dit à qui veut l'entendre qu'il démissionnera bientôt, ayant «atteint son rêve».

Les responsables plus puissants sont à la fois

moins suaves et plus discrets, voire complètement invisibles. Cheikh Youssouf Indahadde, lui, ne se cache pas. Parti de rien, il s'est taillé, à la fortune de la guerre civile, un fief dans la région de Marka, «port naturel» au sud de Mogadiscio. Dans la foulée, l'ancien buveur est devenu très pieux. Surtout, il a monté l'un des plus grands parcs de pick-up de Somalie, qui a joué un rôle déterminant dans les combats des quatre derniers mois contre l'Alliance des chefs de faction parrainée par les États-Unis. Cheikh Youssouf Indahadde, mis en cause par le dernier rapport des experts de l'ONU sur les trafics d'armes à destination de la Somalie, est maintenant l'un des hommes puissants de Mogadiscio, qui jongle entre ses trois téléphones et s'offre le plaisir de tenter de convaincre son interlocuteur, seul Occidental présent en ville, d'abjurer sa foi séante tenante pour embrasser l'islam, afin d'«éviter l'enfer».

Mais les États-Unis, plus que le prosélytisme, demeurent sa préoccupation. Les survols de la capitale par des hélicoptères, la nuit, les bateaux américains qui croisent au large et l'appui financier à leurs ennemis «impies» l'inquiètent. Et le mettent en joie, car «les États-Unis poussent la Somalie à la colère». «Bientôt, grâce à eux, il y aura de véritables gouvernements islamiques dans le monde, car les musulmans, qui dorment depuis longtemps, sont réveillés par les agressions américaines contre l'Irak, l'Afghanistan et la Somalie. Plus ils nous attaquent, plus nous aurons d'islamistes pour faire de bons gouvernements», dit-il.

Wahabisme contre soufisme

En Somalie, convertie dès le IX^e siècle, s'est développé un islam des confréries, une voie du soufisme accompagnée de vénération de saints, adaptée à une société organisée en clans qui exaltent la mémoire d'ancêtres glorieux. L'introduction de courants religieux inspirés par le wahhabisme saoudien et les Frères musulmans égyptiens s'est faite au XX^e siècle, conduisant à la formation de petits groupes fondamentalistes dont certains, comme Al-Hitah Al-Islami, ont tenté la lutte armée, parvenant à prendre des villes dans les premières années de la guerre civile, avant d'être battus et d'entrer dans la clandestinité.

Cheikh Hassan Dahir Aweys en était le chef militaire. Il est désormais considéré comme l'un des cerveaux de la galaxie islamique, qui tente d'établir son emprise sur Mogadiscio. Pour l'heure, il ne se trouve pas en ville. Depuis la région centrale de la Somalie, où il organise une nouvelle série de tribunaux islamiques et entraîne des miliciens, il a dirigé, à distance, une partie des combats de la capitale, en donnant ses instructions par téléphone satellitaire. En attendant la prochaine étape.

Le Monde

Moins de réfugiés mais plus de personnes «déracinées»

Paris — Le nombre de réfugiés est à son plus bas niveau depuis 26 ans, mais celui des personnes déplacées à l'intérieur d'un même pays augmente, a annoncé hier le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Le nombre total de réfugiés dans le monde est passé de 9,5 millions en 2004 à 8,4 millions l'an dernier, selon le rapport du HCR intitulé *«Réfugiés: tendances mondiales en 2005»*. Toutefois, le nombre de personnes «déracinées» relevant de la compétence du HCR «a augmenté de 1,3 million, passant de 19,5 à 20,8 millions», selon l'agence humanitaire. Ce chiffre comprend les réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les rapatriés, les demandeurs d'asile et les apatrides.

«L'essentiel de cette hausse résulte de l'accroissement du nombre de personnes vivant dans des situations similaires à celle des réfugiés mais à l'intérieur de leur propre pays», explique le HCR. L'organisation comptabilise quelque 6,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières nationales relevant de son mandat, contre 5,4 millions fin 2004. Mais on estime qu'il y a au total de 20 à 25 millions de déplacés internes dans le monde, qui ne sont pas protégés par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Restent toutefois des chiffres encourageants. «Alors que nous approchons de la Journée mondiale du réfugié, le 20 juin, la bonne nouvelle est que leur nombre total est à son plus

bas niveau depuis 1980, que les flux de nouveaux réfugiés vers des États voisins ont été en 2005 les plus faibles des 29 dernières années et que plus de six millions de réfugiés ont pu rentrer chez eux depuis 2002», selon le haut-commissaire Antonio Guterres.

En revanche, «la communauté internationale a encore un long chemin à parcourir pour résoudre le sort de millions de déplacés internes dans des endroits comme le Darfour, l'Ouganda et la République démocratique du Congo», ajoute M. Guterres. Les statistiques du HCR ne prennent pas en compte les 4,3 millions de réfugiés palestiniens, qui relèvent de la responsabilité d'une autre agence de l'ONU, l'UNRWA.

Associated Press

15 minutes par jour, 3 ou 4 fois par semaine
Un programme de révision indispensable pour l'été!

JE RÉVISE EN VACANCES



- des exercices de révision avec 24 devoirs de vacances
- des devoirs, des leçons et des mini-tests amusants et ludiques pour consolider les acquis
- conforme au programme du ministère de l'Éducation du Québec

Chaque cahier est disponible au prix modique de 9,95 \$.

TrécaFré
QUEBECOR MEDIA

EN VENTE PARTOUT

TANGO

ENCORE PLUS BAS

Tarifs Tango aller simple de Montréal. Les voyages doivent prendre fin le 31 août 2006, à moins d'avis contraire. Tarifs à partir de				
HALIFAX JUSQU'AU 31 JUILLET 2006	TORONTO HAMILTON	ST. JOHN'S (T.-N.-L.) JUSQU'AU 31 JUILLET 2006	MONCTON	WINNIPEG
94 \$	109 \$	144 \$	169 \$	179 \$
EDMONTON CALGARY	ABBOTSFORD	VANCOUVER	VICTORIA	FORT McMURRAY
224 \$	234 \$	244 \$	284 \$	304 \$

Économisez 10 \$ à l'aller et au retour sur ces bas tarifs Tango.

Choisissez l'option Rabais Go et voyagez sans enregistrer vos bagages* ou changer votre itinéraire.

Le Rabais Go vous fait économiser!

Offert sur aircanada.com

ACTUALITÉS

ORFORD

SUITE DE LA PAGE 1

porte-parole de la Coalition SOS Parc Orford, Claude Dallaire, a déclaré hier: «*Ils font des profits avec le centre de ski. Ce n'est pas déficitaire. Le motif principal pour vendre, c'était ça. Ça pose la question de l'intégrité du premier ministre. Il semble avoir plus d'informations que l'on pense.*» En Chambre hier, le député péquiste de Verchères, Stéphane Bergeron, se demandait pour sa part si ces nouveaux éléments «*n'incrimin[ai]ent pas directement les amis du premier ministre*» (des propos antiparlementaires qu'il a dû retirer).

Dans sa réplique, le ministre Béchard s'est fait cinglant, usant de termes tout aussi antiparlementaires (qu'il a dû retirer lui aussi): «*On appelle ça quelqu'un qui n'a pas de courage, pas de colonne vertébrale, puis qui est hypocrite.*» Selon le ministre Béchard, M. Bergeron profite de l'immunité parlementaire pour faire des allégations qu'il ne répète pas à l'extérieur de la Chambre. M. Béchard a par ailleurs fait valoir que les informations financières qu'il utilise sont des états financiers vérifiés de la firme comptable Samson Bélaire Deloitte & Touche. Mais il a refusé hier de rendre publics tous les documents financiers de l'entreprise.

Par la suite, M. Béchard a souligné que le gouvernement entendait procéder à la vente des quelque 500 hectares du parc par «*appel d'offres public*» et, enfin, que «*c'est la région qui va décider quel projet [elle va] choisir.*» En effet, la MRC a accepté cette semaine de piloter la consultation qui durera tout l'été et au terme de laquelle on sélectionnera un projet à partir duquel on fera l'appel d'offres. M. Béchard a conclu en lançant: «*Les seuls qu'on veut aider, les seuls qu'on veut favoriser dans ce dossier-là, c'est les gens de la région de Magog-Orford.*»

Au cabinet du premier ministre hier, on a lourdement insisté pour rappeler que Paul Gobeil n'est «*ni un proche ni un ami du premier ministre*». L'article du *Globe* mettait du reste en relief le fait que dans les procès-verbaux de Mont-Orford inc., quelques jours après l'élection des libéraux, il était noté qu'une rencontre avec Jean Charest et Pierre Reid (député d'Orford) devait avoir lieu «*aussitôt que possible*». Au cabinet, en guise de réponse, on nous a renvoyés à une déclaration de M. Charest livrée en Chambre le 28 mars dernier: «*Je n'ai jamais discuté du dossier du mont Orford avec M. Gobeil. Ça fait plusieurs années que je n'ai pas eu de contact avec M. Gobeil.*» Notons que M. Gobeil n'a pas rappelé *Le Devoir* hier.

Par ailleurs, bien qu'elle ait accepté de faire la consultation dans la région de Magog-Orford, la MRC de Memphrémagog est toujours opposée à la vente d'une partie de la montagne. Dans la résolution adoptée à l'unanimité par son comité administratif jeudi, elle a tenu à réitérer au gouvernement «*l'opinion régionale très largement opposée*» à ce projet gouvernemental. Elle demandait ainsi que le gouvernement ne statue sur la vente du centre de ski et des terrains au pied des pentes «*qu'après l'appel de projets*», soit à la fin de l'été. Le ministre a refusé pour l'instant.

Selon Roger Nicolet, dans le contexte actuel, le ministre Béchard a tout intérêt à faire ce qu'il lui a «*promis verbalement*» lors d'une rencontre cette semaine, soit que «*le comité qui sera mis en place pour la consultation serait responsable de l'évaluation des projets et que le gouvernement donnerait suite aux recommandations du comité*». Or rien de tout cela n'est déterminé de façon formelle pour l'instant et la MRC attend le libellé du mandat qu'elle recevra de la part du ministre. «*Si ce libellé n'est pas à la satisfaction de la MRC*», a affirmé M. Nicolet, «*je pense que la MRC pourrait décider de renoncer à la démarche.*» La condition? Qu'il s'agisse d'un mandat «*avec des lendemains.*»

Le projet choisi devra être rentable, a aussi souligné M. Nicolet. Mais pour ce faire, doit-il nécessairement comporter des condominiums au bas des pentes, comme ne cesse de le répéter le président de Mont-Orford inc., André L'Espérance? «*Le débat est lancé*», a répondu M. Nicolet, dubitatif, mais la proposition de projet récréotouristique, soumise en commission parlementaire, comprenait quelques condominiums. Hier toutefois, il disait ceci: «*La construction de condos dans la forme traditionnelle de l'opération est un coup d'argent que fait le promoteur. Ça n'assure aucune longévité économique des opérations récréotouristiques.*» Selon lui, il n'est donc pas absolument nécessaire qu'il y ait des condominiums au mont Orford.

Le Devoir

Raton enragé

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

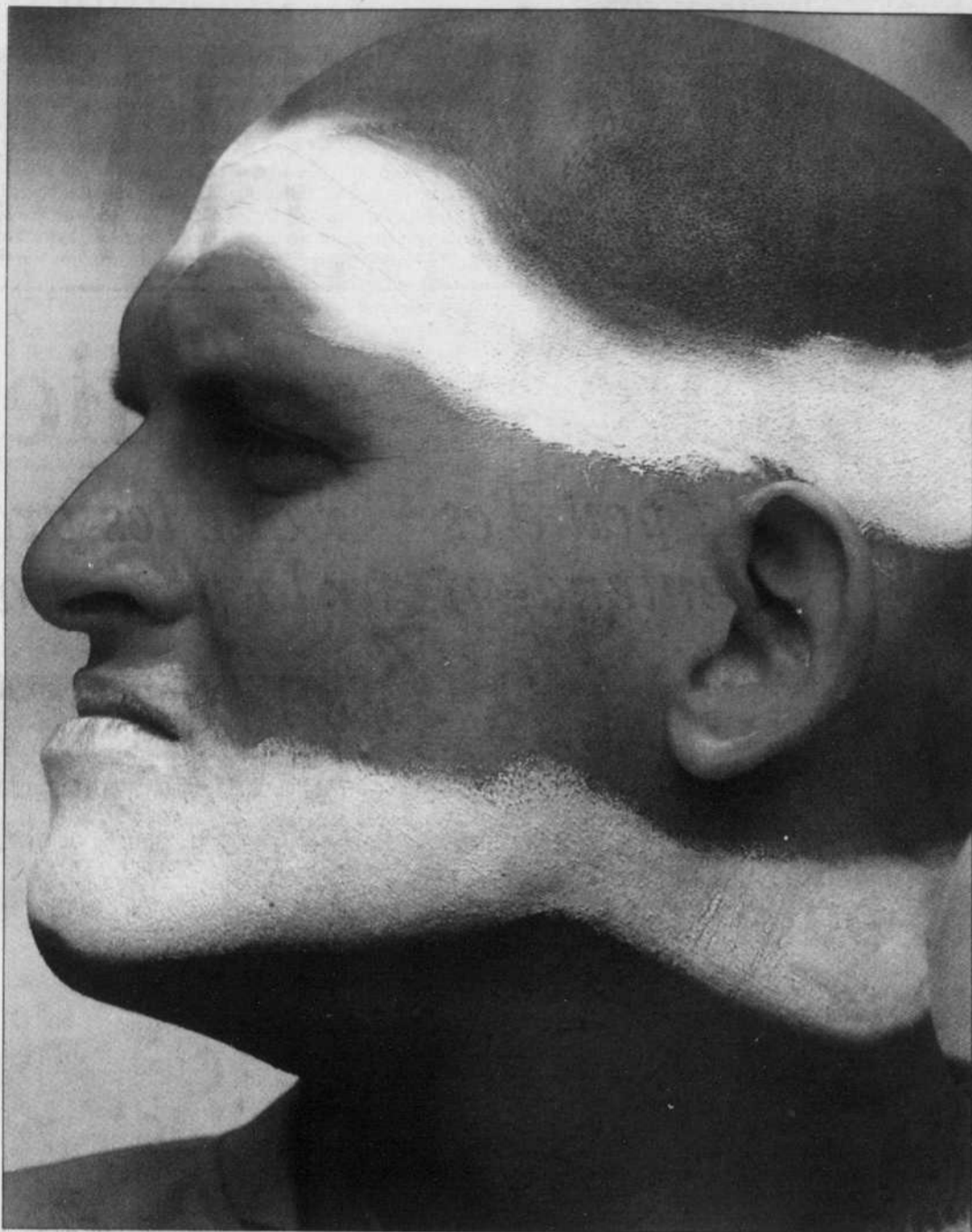
La confirmation, il y a une semaine, d'un premier cas de rage du raton laveur au Québec, à Dunham en Montérégie, à une dizaine de kilomètres de la frontière américaine, a suscité un imposant déploiement hier d'agents de la faune, qui vont installer une centaine de cages piégées dans un rayon de cinq kilomètres autour de l'endroit où la bête morte a été trouvée.

Les services fauniques québécois, qui espèrent ainsi capturer la presque totalité des renards, ratons et mouffettes de cet important territoire en une semaine, vont ensuite élargir leur action préventive à un deuxième périmètre de cinq kilomètres la semaine suivante. Les animaux capturés dans la première phase vont être euthanasiés et analysés par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, mais ceux du deuxième périmètre seront vaccinés.

Si la rage du raton laveur se pointe pour la première fois au Québec, on y rapporte cependant une dizaine de cas d'autres formes de rage chaque année, souvent chez des animaux domestiques. La rage du renard arctique sévit cependant encore beaucoup dans le Grand Nord québécois.

Quant aux agents de la faune, ils n'excluaient pas hier de faire appel aux trappeurs de la région pour seconder ou prolonger leur plan d'éradication de cette nouvelle souche, dont on veut éviter qu'elle se propage ailleurs au Québec. Les biologistes pensent que cette nouvelle forme provient des États-Unis.

Le Devoir



Il n'y avait pas de quoi fêter pour ce partisan de l'équipe costaricaine, défaite 4-2 par l'Allemagne lors du match inaugural de la Coupe du monde, hier.

COUPE

«*Si je marchais sur l'eau, on me ferait le reproche que c'est parce que je ne sais pas nager*»

SUITE DE LA PAGE 1

choucroute garnie et une Anheuser-Busch Budweiser* en début de rencontre, hier, parce qu'on aurait loupé pas mal de choses importantes. Lahm à la sixième minute, Wanchope à la douzième, Klose à la dix-septième, on n'avait même pas joué le cinquième du temps réglementaire (sans compter les arrêts de jeu) que c'était déjà 2-1 Allemagne. De l'action ouverte, complètement ébouriffée, hallucinamment pas nord-centre-européenne. Vous dire, à un moment donné, s'il n'y avait eu un ballon et si le gardien avait pu le manipuler derrière son filet mais pas à côté de derrière, on se serait cru dans la nouvelle Ligue nationale de hockey. Après tout, nous n'étions que le 9 juin, une période faste de l'année pour le hockey professionnel.

Ça s'est calmé un peu par la suite, avec les Allemands qui continuaient d'attaquer mais plus méthodiquement et les Costariciens qui essayaient de refiler la balle à Wanchope sans qu'il fût hors jeu. Il est parvenu à en passer un autre, le Tico — et les deux fois, c'était limite, messieurs dames, vraiment limite question hors-jeu —, mais au final, l'implacable et proverbiale logique s'est imposée, et les locaux ont gagné 4-2. Rentrée réussie, et excitante à part ça, ce qui n'est pas une habitude là-bas. Même la défense, hésitante et perméable, était au rendez-vous de l'imprévu!

Tenez, examinons ce qu'on a dit au fil du temps à propos de l'équipe nationale allemande. Quelqu'un, dont j'éprouve malencontreusement un mal fou à retrouver le nom, a dit que la Mannschaft était «*comme une Mercedes: à un moment donné, on part, à un moment donné, on arrive, et entre les deux, on ne sent rien*». L'efficacité. Le génie industriel appliqué à la pelouse. Le spectacle? Vous voulez des petites fleurs sur le gazon, en plus? Match typique: vous regardez, vous constatez que l'Allemagne a gagné, puis vous essayez de vous souvenir de moments clés. Ben, euh, y a eu, euh, ben... Voilà l'effet Mercedes.

Hier, la Mercedes s'est emballée. L'auteur et reporter Alexander Osang, né à Berlin-Est, écrivait récemment qu'il avait appris, ayant grandi de l'autre côté du mur, à détester l'équipe de la RFA. Parce qu'à l'Ouest, ils avaient trop de tout, y compris des as du soccer comme Gerd Müller et Franz Beckenbauer, et à l'Est trop de nageuses et de lugeurs et de lanceuses de marteau, et trop de rien. La RFA, disait Osang, entretenait jalousement sa réputation d'équipe déterminée, jamais esthétique mais toujours la meilleure, toujours productive au moment important. Surtout, «*battant fois après fois les équipes qui, elles, pratiquaient un beau jeu*». La RFA qui, en plus, avait énormément contribué à redonner au pays un peu de lustre et d'estime de soi dans l'après-guerre en remportant la Coupe du monde de 1954 devant les invincibles Hongrois.

Cette tradition s'est perpétuée avec la disparition de la RDA. Six mois à peine après la chute du mur de

Berlin, c'était encore l'Allemagne de l'Ouest, officiellement, qui gagnait la Coupe du monde. Mais c'est l'Allemagne au complet qui était censée être en reconstruction au Mondial de 2002 — l'expression consacrée était qu'on travaillait à «*préparer*» l'équipe pour «*sa*» Coupe du monde de 2006 — et qui y a quand même atteint la grande finale. Parlez-moi d'une préparation.

Pour la première présentation d'un événement sportif à grand déploiement en Allemagne depuis sa réunification, les astres se sont alignés pour donner à la Mannschaft un sélectionneur venu de l'ancienne partie ouest, Jürgen Klinsmann (aussi ex-joueur-vedette de la formation), et un capitaine né dans la partie est en Michael Ballack. Mais par-delà les symboles, tout n'est pas rose. Dans un récent sondage, à peine 7 % des Allemands ont dit croire leur équipe capable de gagner la Coupe du monde. Et les médias, relayant l'humeur maussade du citoyen, se fendent de critiques et autres analyses reprochant à la sélection de manquer de panache. Avec Ballack physiquement mal en point — il n'a pas joué hier, et une tortueuse controverse s'est enclenchée autour du fait qu'il aurait lui-même caché sa blessure à un mollet —, une autre tuile s'est abattue. Et on ne parle pas de tous

ceux qui condamnent Ballack d'avoir délaissé le Bayern de Munich pour aller jouer en Angleterre, à Chelsea, où il se retrouvera la saison prochaine.

Vous voulez savoir si c'est sérieux, le foot, en Allemagne? En mars dernier, à la suite d'une défaite de 4-1 contre l'Italie en match amical, des députés ont appelé publiquement à la comparution de Klinsmann devant le Parlement afin qu'il explique sa stratégie. Et quand on a demandé à l'ancien entraîneur de la Mannschaft, Bert Vogts, combien étaient élevées les exigences liées à son poste, il a répondu: «*Si je marchais sur l'eau, on me ferait le reproche que c'est parce que je ne sais pas nager.*»

Hier, le onze allemand a montré que non seulement il sait nager mais qu'il peut en plus faire un sacré éclabou. Peut-être qu'au fond, on ne sent rien que lorsqu'on est dans la Mercedes.

(* En terminant, puisqu'il est question de liquide, un truc marrant. Budweiser a versé 40 millions \$US pour être commanditaire officiel de la Coupe du monde, mais elle s'est fait refuser par un tribunal allemand le droit d'utiliser le nom «*Bud*» parce qu'il ressemble trop à «*Bit*», qui désigne lui-même la populaire bière locale Bitburger. Budweiser possède donc le monopole de vente de houblon dans les stades, mais elle doit annoncer son produit comme étant de l'«*Anheuser-Busch Bud*», au long. Et les Allemands qui fréquentent ces stades sont furieux car, selon des sources, ils considèrent que la bière brassée par Anheuser-Busch a un goût de détergent à vaisselle. Note de la rédaction: ils n'ont pas complètement tort.)

Le Devoir

Charge en règle contre les rues montréalaises

FÉLIX-ANTOINE LORRAIN

Les rues et les trottoirs de Montréal sont très mal aménagés comparativement à ceux des autres grandes villes. C'est ce qu'a expliqué Dan Burden, directeur de la firme de génie-conseil floridienne Walkable Communities, à l'occasion du Forum transport, aménagement urbain et santé, organisé par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSS).

À Montréal, cette affirmation, qui relève presque du cliché, plusieurs pourraient la faire. Mais rares sont ceux qui peuvent se targuer d'avoir l'expérience de M. Burden, un ancien photographe du *National Geographic*. L'homme à la moustache, appareil photo à l'épaule, sait de quoi il parle. Depuis qu'il a fondé sa société sans but lucratif, en 1996, il a aidé à aménager des intersections et des avenues accessibles aux piétons et aux cyclistes dans 2000 communautés de l'Amérique du Nord et d'ailleurs.

Hier, devant les participants au forum, M. Burden a étalé, à l'aide de dizaines de clichés pris dans les rues de Montréal, une panoplie d'absurdités urbaines qu'on ne remarque pas ou plus. Puis, en simulant par ordinateur un bout de trottoir ou un terre-plein par-ci et une piste cyclable ou un carrefour giratoire par-là, il a démontré de quelle façon on pourrait, à peu de frais, améliorer considérablement la sécurité et l'accessibilité de nos rues et carrefours.

Par exemple, une photo de M. Burden montrait quatre personnes qui, à une intersection, s'étaient avancées dans la rue afin de voir les voitures qui approchaient. «*Cet endroit devrait faire partie du trottoir!*», s'est indigné le Floridien en montrant de quelle façon on pourrait réaménager le trottoir au coin de la rue afin de réduire la distance de marche sur la chaussée et, conséquemment, le risque de collision avec une voiture.

Une autre photo montrait des gens qui traversaient l'avenue de la Côte-des-Neiges à une intersection dépourvue de traverse piétonnière. Dans plusieurs quartiers importants, «*même les choses simples comme peindre les traverses ne sont pas réalisées!*», a déploré M. Burden en ironisant sur le coût exorbitant d'un peu de peinture.

Les rues trop larges sont un autre défaut majeur, a fait valoir M. Burden en affichant à l'écran derrière lui des voies de circulation montréalaises démesurément vastes, dont la rue Saint-Denis, pourtant tout juste remise à neuf. Selon lui, on fait erreur en pensant que des artères spacieuses réduisent le risque d'accidents. Au contraire, il faudrait travailler à réduire la vitesse des véhicules. «*Passer de large et spacieux à compact et petit, c'est tout ce dont il s'agit!*», a-t-il fait valoir. Et d'un simple clic de souris, il a fait apparaître sur la rue affichée à l'écran une bande de couleuvre tenant lieu de piste cyclable, remplissant ainsi le double objectif de faire ralentir les automobilistes et d'offrir une artère sécuritaire aux cyclistes.

Le D^r Louis Drouin, responsable du secteur «*environnement urbain et santé*» à la Direction de la santé publique de Montréal, s'est dit «*renversé*» par la présentation de M. Burden. «*Avec ce que M. Burden nous a présenté, la question que je me pose, c'est: est-ce que nos ingénieurs en circulation sont allés à la bonne école?*», s'est-il demandé.

«*En fait, très rares sont les ingénieurs qui ont appris comment concevoir une ville pour la population. Ils ont seulement été formés à aménager les villes pour les autos*», a allégué M. Burden en rappelant que les centres urbains avaient pourtant été créés pour minimiser les déplacements.

Tout ne semble cependant pas perdu. «*La bonne nouvelle*», selon M. Burden, c'est que la façon dont les intersections et les pâtés de maisons de Montréal ont été historiquement construits ainsi que l'élégance de ses bâtiments et de ses fontaines faciliteront son réaménagement afin de rendre la ville plus attrayante pour les marcheurs.

Le Devoir

Se donner maintenant une constitution et une citoyenneté québécoises

MARC BRIERE

POUR SORTIR DE L'IMPASSE

Un Québec républicain!

Préface de Yves Martin

Prix : 19,95 \$

VARIA

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Heure ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390